

CONTINUITÉ

HIVER 2017 — N° 151 — 9 \$ — DEPUIS 1982

DOSSIER SPÉCIAL

Patrimoine
toponymique

S'inscrire dans
le territoire

Boul. Ste-A

Poste publications n° 0040010902



ACTION
PATRIMOINE



maisons traditionnelles
DES PATRIOTES
entrepreneur général inc.

Restauration, construction et réplique de maisons ancestrales

- maisons pièces sur pièces
- maisons de pierres
- bâtiments en poutres et poteaux
- toiture bardeaux de Cèdre
- finition intérieure et extérieure
- travaux de maçonnerie
- projet clé en main
- rallonge
- maisons hybrides (maison neuve avec intégration de pièces ancestrales)



514-464-1444

www.maisonsdespatriotes.com



RBQ : 5595-2485-01

CONTINUITÉ

Ne manquez pas
notre prochain numéro
sur les églises modernes

Parution en mars



Église Saint-Gaétan à Montréal

Photo : Pierre-Richard Bisson, coll. Images d'aménagement,
Direction des bibliothèques, Université de Montréal

CONTINUITÉ

HIVER 2017 N° 151

Le magazine **Continuité** est un trimestriel publié par les Éditions Continuité inc. Fondé en 1982 par le Conseil des monuments et sites du Québec (aujourd'hui Action patrimoine), **Continuité** bénéficie de l'appui d'Action patrimoine, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Service de la culture de la Ville de Québec et de la Fondation québécoise du patrimoine.

Continuité est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et il est répertorié dans Repère. Les anciens numéros de **Continuité** sont disponibles en ligne à l'adresse erudit.org.

Abonnement (4 numéros par année)

36,79 \$ pour 1 an — 68,99 \$ pour 2 ans

Contactez-nous au 514 397-8670 ou à abonnement@sodep.qc.ca

Conseil d'administration : Guy Drouin (président), France Rémillard (vice-présidente), Louise Mercier, Martin Imbeault et Éliane Trottier

Comité de rédaction : Clermont Bourget, Réal D'Amours, Marie-Josée Deschênes, Patrice Groulx, Pierre Lahoud, Louise Mercier, François Varin et Émilie Vézina-Doré

Rédactrice en chef : Josiane Ouellet

Rédaction et révision : Biendit et Bla bla rédaction

Correction d'épreuves : Annie Paré et Bla bla rédaction

Graphisme : Lydie Colaye

Grille graphique : Jean-François Proulx

Collaboration : Table d'expertise en design (UL), Ville de Québec et S-pace signalétique

Publicité : Yves Vallières

Service des abonnements : SODEP

Comptabilité : Guillaume Daguet

Numérisation : Langis Clavet

Impression : Deschamps Impression

Distribution postale : Les Ateliers TAQ

Vente en kiosque : DISTICOR

Correspondance :

Éditions Continuité — 82, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1R 2G6

418 647-4525 — continuite@magazinecontinuite.qc.ca — magazinecontinuite.com

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives du Canada

ISSN-0714-9476 / ISBN 978-2-922527-51-3

Toute reproduction ou adaptation est interdite sans l'autorisation de *Continuité*.

Poste publications n° 0040010902

Port payé à Québec.

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, chapeaux, sous-titres, intertitres, légendes et le choix des illustrations sont généralement de la rédaction. Le générique masculin est employé dans le seul souci d'alléger le texte.

Le magazine **Continuité** n'est pas responsable de la qualité des services offerts par les entreprises qui s'annoncent dans ses pages.

ACTION
PATRIMOINE



Conseil
des arts
et des lettres
du Québec



FONDATION QUÉBÉCOISE
du patrimoine

Page couverture : Sérigraphie d'une plaque de rue
chez S-pace signalétique à Québec

Photo : Guillaume D. Cyr

Sommaire

5 BILLET

Josiane Ouellet

7 NOUVELLES

10 FICHE TECHNIQUE

**Comprendre et conserver
les encadrements de fenêtre**

François Varin

13 ARRÊT SUR IMAGE

Histoire de pêche

Pierre Lahoud



39 CURIOSITÉ

Sculpté dans le rêve

Robert Le Gresley

42 CONSERVATION

L'imagerie au service de l'art

Michael O'Malley

45 PUBLICATIONS

48 POINT DE MIRE

Transparence et information. Pour y voir plus clair



15 DOSSIER SPÉCIAL S'INSCRIRE DANS LE TERRITOIRE

16 HISTOIRE ET IDENTITÉ

Au nom du pays

Nicole Beaulieu

20 NOMS INSOLITES

Un brin de folie

Pierre Lahoud

24 PRATIQUES ACTUELLES

Consulter pour mieux baptiser

Valérie Gaudreau

30 CHANGEMENTS DE NOMS

Des dilemmes innommables

Jeanne Corriveau

34 OMISSIONS ET RÉACTIONS

Les angles morts de la toponymie

Brigitte Trudel





ARTS VISUELS CIEL VARIABLE ESPACE ESSE ETC MEDIA INTER LE SABORD TICARTOC VIE DES ARTS ZONE OCCUPÉE CINÉMA 24 IMAGES
 CINÉ-BULLES CINÉMAS SÉQUENCES CRÉATION LITTÉRAIRE CONTRE-JOUR ENTREVOUS ESTUAIRE EXIT LES ÉCRITS MÖBIUS
 XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE CULTURE ET SOCIÉTÉ À BÂBORD! L'ACTION NATIONALE LIBERTÉ L'INCONVÉNIENT NOUVEAU PROJET
 NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES RELATIONS HISTOIRE ET PATRIMOINE CAP-AUX-DIAMANTS CONTINUITÉ
 HISTOIRE QUÉBEC MAGAZINE GASPÉSIE LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE LETTRES QUÉBÉCOISES LURELU NUIT BLANCHE SPIRALE
 THÉÂTRE ET MUSIQUE CIRCUIT JEU REVUE DE THÉÂTRE LES CAHIERS DE LA SQRM THÉORIES ET ANALYSES ANNALES D'HISTOIRE DE
 L'ART CANADIEN ÉTUDES LITTÉRAIRES INTERMÉDIALITÉS TANGENCE VOIX ET IMAGES

LA CULTURE EN REVUES

LES REVUES
CULTURELLES QUÉBÉCOISES
SOPEP.QC.CA

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

Des noms en héritage

JOSIANE OUELLET
RÉDACTRICE EN CHEF

Il y a quelques années, je devais me rendre au Musée canadien des civilisations avec une collègue. Nous avons passé un bon moment à chercher la ville de Hull avant de nous souvenir de la fusion qui faisait de Gatineau notre destination ! Cette anecdote illustre bien une fonction essentielle de la toponymie : situer et orienter. Mais si les noms de lieux constituent un patrimoine, c'est parce qu'ils ont pour autre objectif de témoigner, de commémorer. Ils parlent du territoire et rappellent le passé (personnages, événements, légendes, expressions, industries, etc.).

Plus, on peut aussi donner un sens à la prédominance de certains types de désignations. Au Québec, par exemple, les noms de saints foisonnent, preuves de l'importance de la religion dans notre histoire. L'appellation Sainte-Anne, qui figure à la une du magazine, compte parmi les plus répandues (375 résultats de recherche dans la Banque de noms de lieux de la Commission de toponymie du Québec sur le Web). Voilà qui peut sembler redondant, mais faut-il changer ces toponymes pour autant ? Le géographe Henri Dorion croit que non. Dans la conférence qu'il a prononcée au Salon des sociétés d'histoire de Québec en novembre dernier, il rappelait par ailleurs que plusieurs d'entre eux ne renvoient même pas à de vrais saints. Par exemple, il n'existe pas de saint Amable, en dépit de l'ancien nom d'une rue de Québec qui vient d'être rebaptisée Jacques-Parizeau. Celle-ci honorait plutôt Amable Berthelot, dont la famille a vécu sur place.

Les lieux constituent un patrimoine parce qu'ils témoignent et commémorent.

La toponymie rend également compte de l'évolution de l'occupation du territoire. Aux appellations autochtones ont succédé les françaises, les anglaises. Et selon les valeurs propres aux différentes époques, certaines ont été mises de côté ou transformées. Bref, au fil du temps, nos ancêtres ont créé un riche héritage qui mérite d'être célébré et exploré avec curiosité. Plusieurs outils le mettent en valeur (sur le site Web de la Commission ou de certaines villes comme Montréal, Québec et Gatineau), et il va sans dire que notre dossier participe à cet effort.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons la responsabilité collective de continuer à nommer les lieux. La photo de notre page couverture évoque d'ailleurs cette tâche qui nous incombe. En captant la fabrication d'une plaque de rue dans les locaux de S-space signalétique, à Québec, nous avons voulu suggérer par métaphore l'action qui consiste à s'inscrire dans le territoire au moyen de la toponymie. Or, pour mener à bien cette mission, il faut connaître l'état de la situation, s'interroger sur le legs que nous souhaitons transmettre aux générations futures et mettre en place de bonnes pratiques. Avec notre dossier, vous pourrez explorer les enjeux actuels touchant ce patrimoine et, qui sait, décider de prendre part à son devenir.

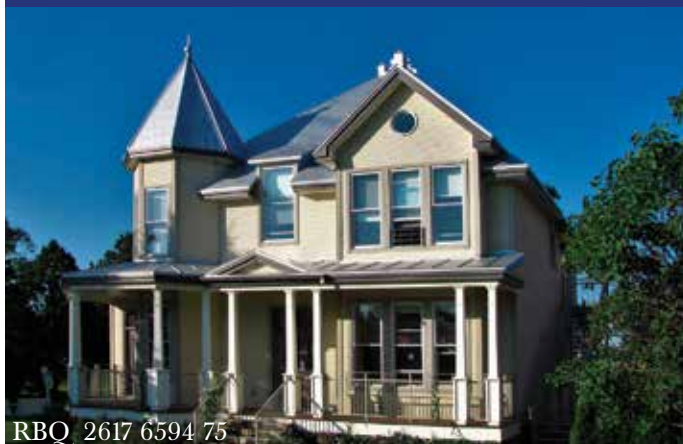


Depuis 1987

*Entreprise familiale
Toitures traditionnelles*

- ♦ à baguette
- ♦ à joint debout
- ♦ à la canadienne

Cuivre acier ardoise



RBQ 2617 6594 75



www.tole-bec.com

450 661-9737

1212, rue Tellier Laval (Québec) H7C 2H2



Maisons distinctives sur mesure
Rénovation / Restauration / Patrimoine
Architecture écologique

MARYSE LEDUC

ARCHITECTE ET DESIGNER

OAQ / PA LEED

WWW.MARYSELEDUC.COM | 514 287-1214



LEMAITRECOULEUR.COM

REPRODUCTIONS DE LUSTRES
ET DE MEUBLES ANCIENS

Nouvelles

HIVER 2017



GRAND-MESSE DU PATRIMOINE

Plus de 200 personnes ont participé au colloque Vision patrimoine 2017-2027 de la Ville de Québec le 20 septembre dernier. Les résultats de cet échange et de la consultation menée au printemps (sondage et mémoires) serviront à élaborer la vision qui orientera les interventions municipales en matière de patrimoine pour les 10 prochaines années. Au cours de cette période, la Ville investira 25 millions de dollars afin de bonifier son programme Maître d'œuvre et de préserver sept lieux de culte exceptionnels. Parmi les conférenciers invités à l'événement, l'économiste Jean-Pierre Lessard a présenté les résultats d'une étude sur les retombées économiques du patrimoine à Québec. On a ainsi appris que les investissements liés au patrimoine bâti représentent environ 50 millions par année, qu'ils soutiennent 370 emplois et contribuent à hauteur de 32 millions au PIB régional. Quant aux sites et aux attraits, ils soutiennent plus de 1000 emplois annuellement et apportent près de 75 millions au PIB régional. Enfin, l'étude évalue à 821 000 le nombre de touristes du patrimoine. Ceux-ci dépensent 403 millions, soutiennent près de 5000 emplois et ont un impact de 262 millions sur l'économie régionale.

→ *Info* : ville.quebec.qc.ca, sous Culture et patrimoine > Patrimoine > Vision du patrimoine

MISE AU POINT SUR LE PAYSAGE

Dans le dernier numéro de *Continuité*, nous mentionnions que Charlevoix travaillait à l'adoption d'une charte du paysage. Or, si c'était vrai jusqu'à tout récemment, cet outil ne figure pas au plan d'action de l'Entente sur la mise en valeur et la protection des paysages de la Capitale-Nationale 2016-2019. N'empêche, avec son enveloppe de 210 000 \$, cette nouvelle entente permettra d'autres réalisations, comme des initiatives de sensibilisation et la mise en œuvre de divers projets, dont la création d'un observatoire des paysages de la Capitale-Nationale.

→ *Info* : notrepanorama.com/a-propos-de-lentente

UN AMBASSADEUR D'EXCEPTION

Cette année, le prix Gérard-Morisset, la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec dans le domaine du patrimoine, a été remis à Jules Bélanger en raison de sa contribution exceptionnelle à la reconnaissance du patrimoine culturel québécois, notamment celui de la Gaspésie. Ce prêtre et enseignant particulièrement engagé a entre autres participé à la publication d'*Histoire de la Gaspésie*, le premier ouvrage de la collection « Les régions du Québec », à la création du Musée de la Gaspésie et à la fondation de la Société historique de la Gaspésie. Il a aussi contribué à lancer Radio Gaspésie et l'hebdomadaire *Le Pharillon*.

L'EXCELLENCE EN PATRIMOINE RELIGIEUX

Le Conseil du patrimoine religieux du Québec a récompensé sept projets admirables en remettant ses Prix d'excellence 2016. La restauration de l'orgue de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste de Nicolet a été primée dans la catégorie Restauration. Le jury a également attribué une mention à la restauration de l'église Saint-Étienne de Beaumont. Le projet Jardin de François, des Petites Franciscaines de Marie de Baie-Saint-Paul, a pour sa part reçu le prix dans la catégorie Mise en valeur. Le concours Les plus belles croix de chemin et les plus beaux calvaires du Québec ainsi que l'exposition virtuelle *Histoire de la construction de la cathédrale et de l'archevêché de Sherbrooke* (expo.rassas.org) ont aussi été salués par une mention. Enfin, dans la catégorie Réutilisation, la récompense est allée à la Ville de Québec pour l'aménagement de la Maison de la littérature, tandis que la Corporation Mainbourg a reçu une mention pour la transformation de l'ancienne église Sainte-Germaine-Cousin.



Source : Petites Franciscaines de Marie de Baie-Saint-Paul

POUR L'AMOUR DE LA GASPÉSIE

L'Association québécoise des interprètes du patrimoine a remis son prix Carrière à Jean-Marie Fallu, président fondateur de Patrimoine Gaspésie. En plus de 40 ans de carrière, M. Fallu a fait connaître l'histoire de son coin de pays en tant qu'historien, muséologue et consultant en patrimoine. Il s'est particulièrement illustré dans le monde de l'édition, avec la publication de trois ouvrages : *Gaspésie au temps des belles prises* ; *Une histoire d'appartenance. La Gaspésie* ; et *Le Québec et la guerre 1860-1954*. Il dirige la rédaction du *Magazine Gaspésie* depuis plus de 10 ans.

TOUS POUR ANTICOSTI !

La Municipalité de L'Île-d'Anticosti présentera un dossier au gouvernement fédéral afin que l'île soit ajoutée à la liste indicative des sites du patrimoine mondial au Canada, première étape vers une reconnaissance de l'UNESCO. Elle plaidera le caractère exceptionnel et l'importance mondiale des caractéristiques géologiques, paléontologiques et géomorphologiques d'Anticosti ainsi que l'unicité de son paysage culturel. Pour l'appuyer dans sa démarche, rendez-vous à anticostimondial.org.

L'ACADIE SE SOUVIENT

Le 11 septembre, la Commission de l'Odyssée acadienne de la Société nationale de l'Acadie et les Amis de l'église patrimoniale de L'Acadie dans le Haut-Richelieu ont dévoilé le 14^e des monuments de l'Odyssée acadienne au parc des Ancêtres. Érigé à la mémoire des émigrants acadiens qui ont fondé la ville, il s'ajoute aux monuments déjà présents au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Louisiane, à Miquelon et ailleurs au Québec. On a profité de l'occasion pour inaugurer une fresque réalisée par Hélène Ferdaïs sur un mur de l'école Napoléon-Bourassa. On y voit un drapeau acadien et, dans chaque bande de couleur, la représentation d'un thème : le Grand Dérangement de 1755, l'établissement de plusieurs Acadiens dans la région et un hommage à ceux qui ont préservé la mémoire de l'Acadie.



Source : Amis de l'église patrimoniale de L'Acadie



Source : MAQ

AUTOROUTES AVEC VUE

La Maison de l'architecture du Québec (MAQ) présente, jusqu'au 26 février, *S.O.S. paysages autoroutiers*, une exposition collective à laquelle participent des architectes paysagistes (PLANT Architect, Gilles Hanicot, Lemay, Vlan paysages, Civiliti et Philippe Lupien) et des artistes (Christian Morisset, compositeur, Ronna Bloom, poète, et Kyra Revenko, artiste en arts visuels). On les a invités à choisir une portion de 100 km d'autoroute sur le réseau québécois et à imaginer ce qu'il serait possible de faire pour protéger, embellir et révéler les territoires qu'on y voit défiler, puis à mettre en scène leurs solutions par des installations, des vidéos, des maquettes, des textes ou d'autres moyens.

→ Info : maisondelarchitecture.ca ou 514 868-6691

EN BREF

- Action patrimoine offre sur son site Web une dizaine de fiches sur la structure et la toiture, élaborées à partir de la chronique Fiche technique publiée dans *Continuité* (actionpatrimoine.ca/outils/fiches-techniques). D'autres suivront en cours d'année.
- Vous avez jusqu'au 15 février pour participer au 38^e concours Montréal à l'œil, édition spéciale 375^e. Info : ville.montreal.qc.ca/chm/photo
- Ange-Gardien, en Montérégie, inaugurerait récemment un circuit patrimonial de cinq panneaux d'interprétation sur l'ancienne gare, l'hôtel de ville, l'église catholique et son presbytère, la maison Laurent-Barré et la halte Angéline. Info : municipalite.ange-gardien.qc.ca
- Une carte du circuit patrimonial de Joliette, comprenant 27 points d'intérêt, est maintenant disponible sur l'application Ondago.
- La chapelle Sainte-Thérèse de l'église de Louiseville accueille depuis novembre le Musée d'objets patrimoniaux. On y trouve notamment des artefacts des églises Saint-Justin et Sainte-Angèle-de-Prémont.

Pour plus de nouvelles, consultez magazinecontinuite.com.

Comprendre et conserver les encadrements de fenêtre

Les encadrements de fenêtre contribuent à l'attrait d'un bâtiment. Ils peuvent toutefois devenir un facteur de dégradation si on les néglige. Voici ce que tout bon propriétaire devrait savoir.

FRANÇOIS VARIN

Les fenêtres participent au maintien de la santé des occupants d'une maison. Elles permettent l'aération et la ventilation naturelles des lieux, en plus de l'éclairage. Pourtant, elles figurent parmi les éléments d'architecture les plus vulnérables. Mal installées ou mal entretenues, elles risquent de fortement réduire l'étanchéité et l'isolation des murs.

De tout temps, les constructeurs ont mis beaucoup de soin à maximiser la performance des fenêtres. Malgré leurs efforts, ils ne sont pas parvenus à atteindre un coefficient de résistance thermique très élevé. En termes d'efficacité énergétique, le tandem fenêtre et contre-fenêtre constitue un point faible de la maison, comme la fenêtre à verre thermos, voire à triple vitrage. C'est pourquoi il importe de veiller à la bonne isolation de ces éléments. Et l'encadrement y est pour beaucoup !

L'encadrement de fenêtre constitue la transition apparente entre celle-ci et le mur. Il a pour rôle premier de prévenir les infiltrations d'eau. Mais il joue aussi un rôle important sur le plan visuel, en contribuant à marquer le style et l'époque des bâtiments.

Longue évolution technique

Les premières fenêtres prennent la forme de simples ouvertures taillées dans les murs. On les réalise sans grande menuiserie, en fixant des planches sur la paroi pour mas-

quer l'espace entre celle-ci et la fenêtre. Le linteau (partie supérieure de l'encadrement) et la tablette (partie inférieure) ne dépassent pas l'aplomb du mur et présentent peu de moulures.



Dès le XVIII^e siècle, on crée une légère pente sur le dessus du linteau (partie supérieure de l'encadrement) et de la tablette (partie inférieure) afin d'éloigner l'eau de pluie de la fenêtre.

Photo : François Varin

L'encadrement varie selon le matériau principal du bâtiment. Avec un revêtement en bois, par exemple, il entoure complètement la fenêtre.

LE TOUR DE LA QUESTION

Posé tout en haut, le **linteau** couronne la fenêtre. Il est taillé en pente sur sa partie supérieure pour permettre à la pluie de s'écouler. Il est protégé par un solin de tôle qui empêche l'eau de pénétrer dans le mur derrière lui, ce qui pourrait entraîner de la pourriture.

Les **montants** (ou piédroits) délimitent l'ouverture de chaque côté. Ils semblent supporter le linteau, mais ce n'est qu'une apparence. Ils font uniquement partie de la structure dans le cas d'un encadrement de pierre.

La **tablette** (ou appui) comporte aussi une faible pente sur sa face supérieure afin de favoriser l'écoulement de l'eau. Elle débord de chaque côté de l'ouverture pour permettre aux montants de reposer sur elle. Qu'elle soit de bois ou de pierre, elle possède en dessous un petit canal, le casse-goutte, qui empêche la remontée de l'eau vers le mur.

Quant aux **moulures** appliquées sur les planches principales pour leur donner du relief, elles se déclinent en plusieurs formes, simples ou composées. Les plus caractéristiques sont le quart-de-rond, la gorge, la doucine, le congé, le listel, le boudin, la cannelure et la baguette (voir illustrations p. 11).

(François varin)

Dès le XVIII^e siècle, on comprend l'importance de fabriquer le linteau et la tablette de manière à ce que leur profil éloigne la pluie de l'ouverture. Les bâtisseurs règlent le problème avec ingéniosité en dotant ces éléments d'une légère pente sur le dessus. De plus, ils déjouent les effets de la capillarité en inventant le casse-goutte, une cannelure creusée sous la tablette qui empêche l'eau de remonter vers le mur.

Suivant les époques et les styles, les simples planches font place à des encadrements plus sophistiqués, étanches et durables. Des moulures élaborées ornent les montants, les linteaux et les tablettes, alliant fonctionnalité et esthétisme. Les plus beaux exemples datent de la fin du XIX^e siècle, l'architecture dite victorienne offrant une exubérance de décors moulurés témoignant de la créativité des artisans.

Les ouvertures sont traitées comme de véritables œuvres d'art en bois, ce qui témoigne de l'importance visuelle qu'on leur accorde.

Puis, au début du XX^e siècle, les encadrements de fenêtres se simplifient à nouveau. La sobriété des décors est privilégiée. Le style plus épuré permet d'économiser le bois tout en accélérant la construction.

Variable selon le revêtement

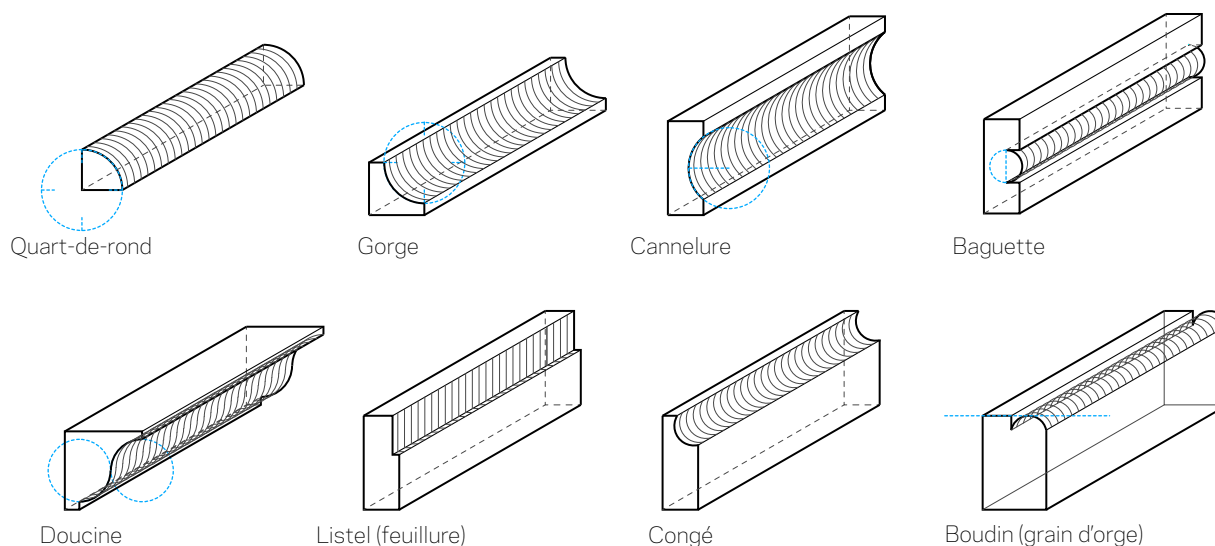
L'encadrement varie selon le matériau principal du bâtiment. Avec un revêtement en bois, il entoure complètement la fenêtre. Souvent, le linteau prend une forme cintrée ou présente un aspect décoratif particulier; il dépasse les montants de part et d'autre, et ce débord peut être supporté par de petites consoles, par exemple. Il excède l'aplomb du mur, tout comme le fait la tablette.



↑ Dans un bâtiment en brique, la tablette sera en pierre, débordera de l'aplomb du mur et comportera un casse-goutte le long de sa surface inférieure.

← Habituellement, dans un mur en pierre, l'encadrement d'une fenêtre est lui aussi constitué de pierre. Ses motifs s'inspirent souvent de la nature.

Photos : François Varin



Les moulures les plus caractéristiques des encadrements de fenêtre
 Ill. : Alexandra Michaud

Dans le cas d'un mur de brique, la maçonnerie rend souvent inutile la pose de montants à l'encadrement. On se contente d'installer une tablette et un linteau. Le haut est formé en général d'un bloc de pierre monolithe intégré dans le mur sans faire saillie à l'extérieur. Il peut aussi être remplacé par une voussure de brique, parfois supportée par un fer-angle. D'autre part, la tablette de pierre doit ressortir du mur et comporter un casse-goutte.

Enfin, si le mur est en pierre, l'encadrement de l'ouverture est habituellement réalisé dans le même type de matériau que la maçonnerie. Le linteau, la tablette et les piédroits (s'il y en a) sont constitués de pierres taillées et sculptées, aux motifs souvent inspirés de la nature. Mais l'encadrement peut aussi être en bois, fixé à d'autres pièces de bois qui sont retenues à la maçonnerie par des crochets forgés et fichés.

Aujourd'hui, on trouve sur le marché de nouveaux revêtements synthétiques que les fabricants proclament plus performants sur le plan de l'étanchéité. Le recours à ces produits tend à faire disparaître les encadrements de fenêtre. Conséquences ? Les bâtiments deviennent plus vulnérables à une

infiltration d'eau. Et leur qualité visuelle s'en trouve grandement réduite.

Entretien et réparation

Si l'on possède une maison d'un certain âge, il est approprié de bien entretenir les encadrements de fenêtre afin de les conserver le plus longtemps possible. Cette approche vaut pour tous les détails architecturaux d'origine. Les planches à la peinture écaillée nécessiteront un grattage, l'application d'un apprêt et de nouvelles couches de couleur. Celles qui s'avèrent très décrépies (pourriture, effritement ou fissures) devront être remplacées. L'idéal est de préserver tout ce qui peut l'être.

Ainsi, sur les encadrements en bois, on peut remplacer certains éléments dégradés sans devoir entièrement refaire l'ensemble. Le plus souvent, il suffit de restaurer le solin au-dessus du linteau ainsi que la tablette. Comme cette dernière n'est pas solidaire de la structure de la fenêtre, elle peut être facilement retirée en cas de dommage et remplacée par une pièce de bois de mêmes dimensions et de même facture. Il ne faut pas oublier de creuser une cannelure sur sa face inférieure.

Quelle que soit l'intervention, il est sage de bien observer la façon dont l'encadrement est bâti pour en reproduire fidèlement les détails lors de la restauration. On peut prendre des photos pour documenter l'intervention, observer des bâtiments semblables du voisinage, relever le profil d'une moulure à titre de référence, etc.

Si un remplacement complet s'impose (pour corriger des interventions malheureuses réalisées dans le passé, par exemple), une bonne recherche peut aider à retrouver le style des encadrements de fenêtre d'origine. L'observation de bâtiments comparables facilite la prise de décision, comme la recherche de photographies anciennes. On peut aussi tenter de repérer des traces « fantômes » des précédents encadrements. Fréquemment, en retirant un revêtement récent, on découvre dessous des indices de ce qui s'y trouvait auparavant.

Après tout, compte tenu de l'histoire qu'il raconte et du rôle qu'il joue, l'encadrement de fenêtre mérite bien qu'on le traite aux petits soins ! ♦

François Varin est architecte.



Atelier de ferblanterie MBR

- ❖ corniche architecturale
- ❖ toiture à la canadienne
- ❖ toiture à baguettes
- ❖ bardeau de cèdre
- ❖ cuivre
- ❖ toiture à joints pincés
- ❖ ardoise
- ❖ écailles de poisson

Atelier
 600, rue Leclerc, bureau 2
 Repentigny, Qc, J6A 4X7
 Tél.: 514 346 3691
 Téléc.: 450 657 2863

« Le résultat obtenu est de **grande qualité** et respecte le caractère original des éléments architecturaux. »
 - PRIX DE L'ARTISAN 2011



AFFLECKDELARIVA

Architecture • Restauration et conservation • Design urbain
 T. 514.861.0133 • www.affleckdelariva.com

Nouvelle exposition
Un siècle de tourisme et de labeur dans les îles
 du 18 septembre 2016 au 27 mai 2017



MUSÉE
 DE LA MÉMOIRE
 VIVANTE
 POUR LA CONTINUITÉ DE LA MÉMOIRE

Ces expositions se poursuivent

VIE DE QUARTIER
 mémoires de la basse-ville de Québec

CUEILLETES
 D'Aujourd'hui

710, av. De Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli G0R 3G0
 418 358-0518
information@memoirevivante.org
www.memoirevivante.org

Histoire de pêche

Alors que certaines photos cherchent à capter la réalité, d'autres la mettent en scène. C'est le cas de ce célèbre cliché de la Gaspésie représentant un « pêcheur »... qui n'a jamais mis le pied sur un bateau.

PIERRE LAHOUD

La photographie ci-contre est une des plus connues de la Gaspésie. Réalisée par l'artiste de Carleton Charles-Eugène Bernard dans les années 1950, elle représente un pêcheur avec sa prise, une énorme morue. Elle a été utilisée dans des publicités à travers la province ; a servi de page couverture pour le livre *La mer nourricière*, paru aux Publications du Québec ; a orné des panneaux-réclames de grand format sur des autobus... Bref, elle représente un archétype de la vie traditionnelle gaspésienne. Cette photographie est tellement emblématique qu'elle a été reproduite en peinture, notamment par le Gaspésien Claude Lucier, dont le tableau est exposé à la Poissonnerie de la Gare, à Carleton-sur-Mer.

Jusqu'à présent, personne ne s'était interrogé sur la fabrication de cette légende iconographique. Il a fallu un hasard extraordinaire, il y a quelques années, pour que je découvre le pot aux roses. Je discutais avec mon ami Robert Caron, qui vient de L'Anse-à-Beaufils, près de Percé. Il me racontait avoir vu la photo de son aïeul en page couverture d'un livre sur la Gaspésie. « Le plus drôle, disait-il, c'est que mon grand-père n'a jamais pêché de sa vie tellement il avait peur de l'eau ! » Une information confirmée par la sœur aînée de Robert, Françoise.

Alfred Caron, dit Freddy, était commerçant et propriétaire d'un moulin à scie situé près de la maison familiale des Caron, à L'Anse-à-Beaufils, où il allait dîner tous les jours. Après avoir mangé, il allait faire

un tour sur les quais pour voir les bateaux remplis de poissons revenir de leur tournée. Un jour, un photographe qui passait par là lui a demandé de poser avec une énorme morue. Aussitôt dit, aussitôt fait. Et voilà Freddy Caron immortalisé comme pêcheur. La photo a dû être prise l'après-midi, car les bateaux de pêche ne rentraient jamais plus tôt, précise Françoise.

Celui qui était surnommé « Caron à melle » en raison de son penchant pour les tartines sucrées était également propriétaire d'une boucanerie où il faisait fumer le hareng. Il a été le premier à ramasser la plie (commercialisée sous le nom de sole) pour la faire fileter, congeler et envoyer dans les marchés aux poissons de Montréal. Les pêcheurs de l'époque rejetaient cette espèce. On n'en trouvait pas beaucoup sur les tables gaspésiennes.

Pendant des années, il a fait sourire sa famille avec cette histoire de pêcheur, lui qui n'avait jamais embarqué sur un bateau et qui avait une sainte horreur de l'eau. Cet homme très sévère, qui était « constable » à l'église (une fonction désuète qui consistait à maintenir l'ordre durant la messe), avait sans aucun doute un talent d'acteur que peu de gens connaissaient.

Voilà donc l'image d'un pêcheur qui a attrapé plus qu'un poisson... ♦

Pierre Lahoud est photographe et historien spécialisé en patrimoine.



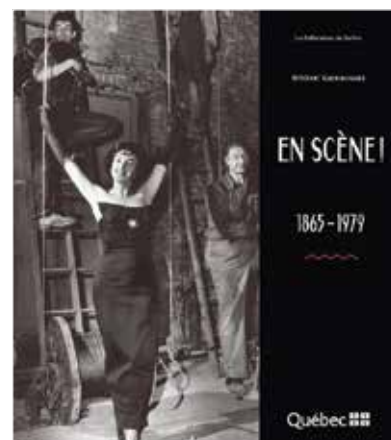
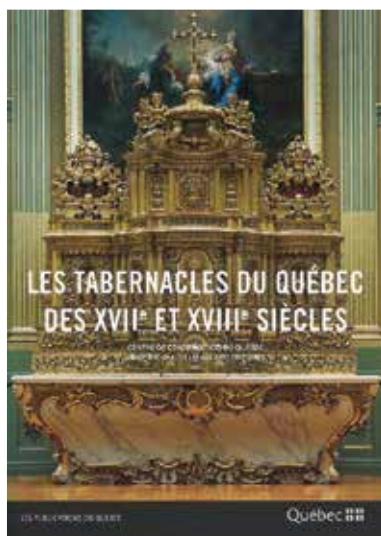
Photo : Charles-Eugène Bernard, Musée de la Gaspésie, fonds Charles-Eugène Bernard, P67/B/2a/4/9

EVOQ
ARCHITECTURE

RESTAURATION
Monument Sir George-Étienne Cartier



À découvrir ►



www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca
418 643-5150 ou 1 800 463-2100
f www.facebook.com/PublicationsQuebec

Publications
Québec  

EVOQ
ARCHITECTURE





Employé de S-space
signalétique réalisant
un lettrage par découpe
de vinyle autocollant
Photo : Guillaume D. Cyr

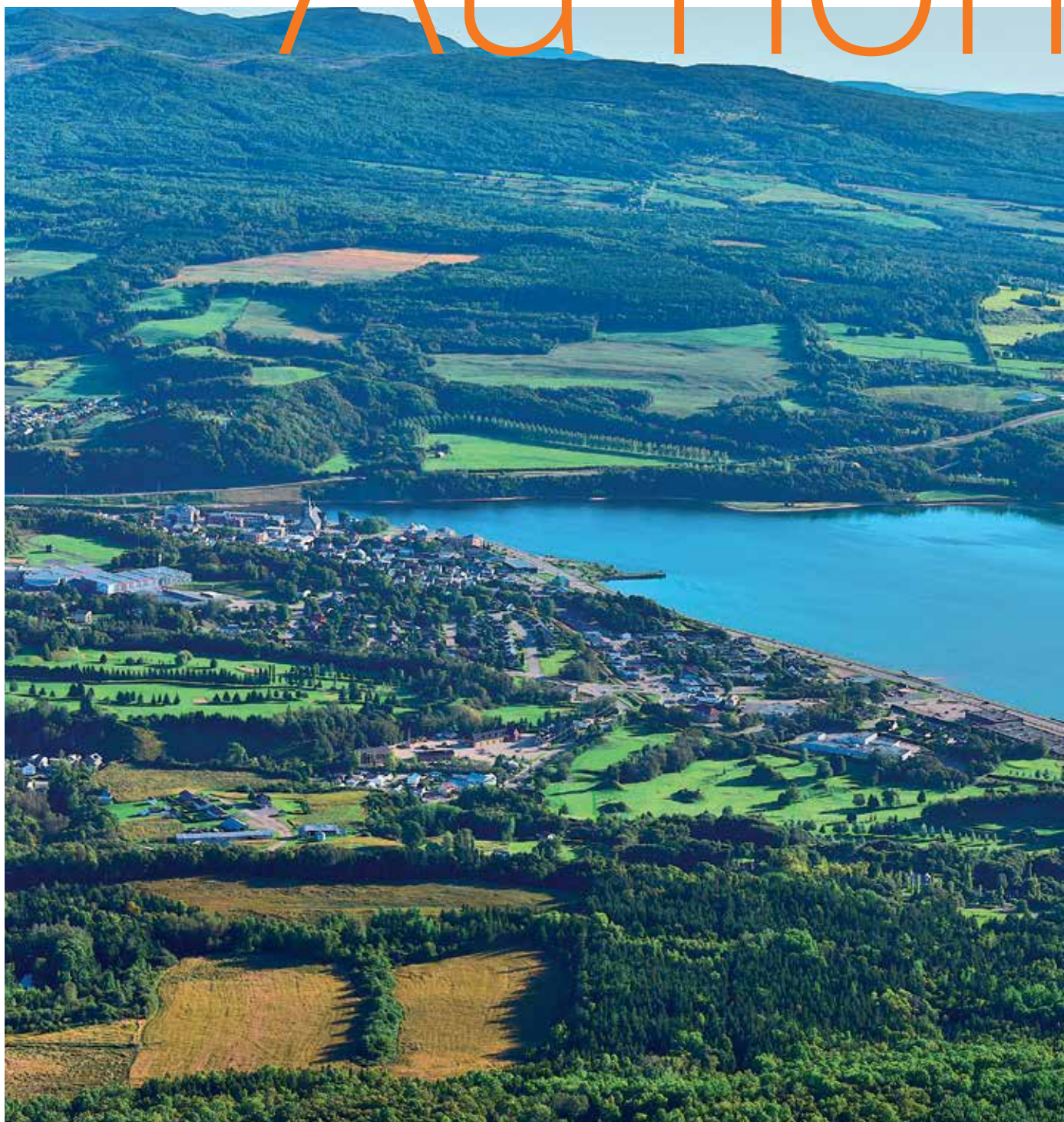
S'inscrire dans le territoire

DOSSIER SPÉCIAL DE 24 PAGES

DOSSIER
PATRIMOINE TOPONYMIQUE

**HISTOIRE
ET IDENTITÉ**

Au nom



n du pays



La toponymie permet de désigner des lieux tout en évoquant leur nature ou leur histoire. Le Québec mène cet exercice de manière encadrée depuis plus d'un siècle. Un travail en perpétuelle évolution...

NICOLE BEAULIEU

Taniata, c'était qui, déjà? Bien des automobilistes ont pu se poser la question, il y a deux ans, quand la Ville de Lévis a rebaptisé ainsi la rue Commerciale. Ce joli nom semble évoquer une princesse amérindienne. En fait, il désignerait le peuplier dans la langue des Etchemins. Après une période d'adaptation, les Lévisiens ont adopté leur avenue Taniata — une appellation qui remonte à 1750, mais qui s'était perdue dans les dernières décennies.

La toponymie a ce pouvoir fascinant de titiller la mémoire et l'imaginaire. Si elle a pour fonction première de fournir des repères fiables aux citoyens, denrée essentielle à l'ère du GPS et du 9-1-1, elle est aussi artéfact. Les noms de lieux en disent long sur l'identité d'un peuple, sur sa façon d'être, de parler, de rêver aussi. «Le patrimoine toponymique est une boîte à souvenirs à l'échelle d'un pays», écrit joliment Danielle Turcotte dans *Noms et lieux du Québec*, impressionnant dictionnaire publié sous sa direction en 2006.

Un patrimoine apprécié à sa juste valeur? «La toponymie ne dit peut-être pas grand-chose à M. et M^{me} Tout-le-Monde, mais il suffit de leur faire voir qu'elle parle de leur histoire pour qu'ils s'y intéressent», constate Rémi Lavoie, directeur des expositions et de l'éducation à La Pulperie de Chicoutimi. Ce musée régional a accueilli l'été dernier l'exposition itinérante *Le nom de lieu, signification du temps et de l'espace*. «De plus en plus, les municipalités réalisent l'importance de la désignation des lieux, pas seulement pour les points de repère qu'elle fournit, mais pour sa valeur culturelle», confirme Marie-Ève Bisson, de la Commission de toponymie du Québec.

Bien avant l'invention du mot *toponymie* — terme qui désigne à la fois l'ensemble des noms de lieux et la science qui les étudie —, les humains ont nommé le paysage. Jacques Cartier et Samuel de Champlain n'étaient pas encore nés que les peuples autochtones créaient les premiers toponymes à partir de leurs croyances et légendes. On les retrouve d'un bout à l'autre du

L'une des priorités initiales de la Commission géographique de la province de Québec, fondée en 1912, a été de franciser des noms, notamment Murray Bay, qui est devenu La Malbaie.

Photo : Pierre Lahoud



L'exposition itinérante *Le nom de lieu, signature du temps et de l'espace* a d'abord été présentée au Musée de la civilisation en 2012. Elle s'arrêtera au Musée amérindien de Mashteuiatsh après les Fêtes.

Photo : Nicola-Frank Vachon — Perspective photo

pays, de Kuujuaq à Rimouski, comme on retrace de Blanc-Sablon à Rapide-Daniseur l'épopée des gens venus d'ailleurs depuis 1534. Décortiquer les noms de lieux, c'est « percer l'épaisseur secrète du temps », résume Francine Adam, une fille d'Abitibi qui a soutenu à la Sorbonne sa thèse de doctorat sur la toponymie québécoise et acadienne.

Une science naît

L'histoire officielle de la toponymie québécoise commence en 1912, avec la création de la Commission géographique de la province de Québec (nommée peu après Commission de géographie du Québec). L'organisme chargé de la gestion des noms de lieux répond à une recommandation du premier congrès de la Société du parler français au Canada et à un souhait de la Société de géographie de Québec. Le contexte est on ne peut plus propice. Une loi sur l'extension des frontières vient tout juste de doubler le territoire de la province par

UNE BANQUE À RENDEMENT ÉLEVÉ !

Accessible en un clic de souris, la Banque de noms de lieux créée par la Commission de toponymie du Québec contient près de 270 000 toponymes. Avec ses cartes et repères historiques, elle est une captivante mine de renseignements. Elle nous apprend ainsi que la ville beauceronne de Saint-Georges doit son appellation non pas au bienheureux martyr, mais à un marchand d'origine allemande. Johann Georg Pfozer, connu sous le nom de Pozer, y avait amené 189 colons allemands en 1817. Rendez-vous sur le site toponymie.gouv.qc.ca. (Nicole Beaulieu)

l'ajout du Nord-du-Québec. Ça en fait, des lieux à nommer ! De plus, un grand ménage s'impose. Depuis la Conquête, tant de toponymes ont été anglicisés...

Sous la présidence du géographe Eugène Rouillard, la Commission s'attaque sans tarder à la francisation des noms. C'est ainsi que Murray Bay devient La Malbaie. Pendant un demi-siècle, on construit les bases de la gestion toponymique au Québec. On édicte les premières règles, organise des commémorations, enquête sur le terrain, publie des ouvrages fondateurs.

Et on passe bien des toponymes amérindiens à la moulinette. Rouillard proteste contre « l'invasion des noms sauvages », notant que les Algonquins, à eux seuls, ont donné de 7000 à 8000 appellations. Il est appuyé par l'abbé Henri Simard, professeur à l'Université Laval, qui déplore que le Québec fasse figure de « campement de Peaux-Rouges ».

Lorsque paraît, en 1969, le *Répertoire géographique du Québec*, recensant 45 000 noms de lieux, c'est le choc. Le secrétaire de la Commission, Jean Poirier, découvre qu'il ne reste plus que 2000 des 15 000 noms amérindiens consignés au cours des XVIII^e et XIX^e siècles par les arpenteurs, explorateurs et missionnaires. Indigné, le géographe crie au « génocide toponymique ».

Toponymie 101 ?

Mais les temps changent. Avec l'adoption de la Charte de la langue française, un nouvel organisme naît en 1977 : la Commission de toponymie du Québec. Dès sa création, celle-ci se donne une politique concernant le traitement des noms autochtones. Désormais, ces appellations seront mises en valeur, et leur graphie devra respecter les systèmes d'écriture des diverses Premières Nations.

Par ailleurs, la question de la francisation se pose toujours. Née de la loi 101, la Commission entend-elle éliminer toute trace de l'anglais ? Figure marquante de la modernisation de la toponymie au Québec, le géographe Henri Dorion se souvient des inquiétudes d'alors. « Ce n'était pas dans les intentions de la Commission de tout franciser, et ce n'est pas ce qui s'est passé », relate l'expert de réputation internationale, qui a présidé l'organisme dès sa création.

« Bien sûr, une fois la Charte de la langue française adoptée, les nouveaux noms — pas les anciens — ont été très majoritairement français, ce qui est tout à fait logique. Mais il n'y a pas eu de traduction de toponymes anglais ou autochtones vers le français. Au contraire, les noms des communautés amérindiennes ou inuites qui avaient été francisés au début, puis anglicisés, sont revenus en quasi-totalité à leur état premier. Le principe de base était le respect de l'origine des noms, un principe d'ailleurs accepté par le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques. »

Patrimoine en évolution

Le patrimoine toponymique du Québec, c'est 400 000 noms de lieux, dont environ 40 % restent à officialiser. Il est constitué à 80 % de mots issus du français, à 10 % de l'anglais et à 10 % des langues autochtones. Il garde aussi une forte empreinte du catholicisme : 40 % des municipalités portent un nom de saint. Bien d'autres pays ont une multitude de lieux marqués par la religion. Mais selon Francine Adam, le Québec remporte la palme.



À Drummondville, la rue de la Tannerie rappelle par son nom la présence à proximité de la tannerie Shaw & Cassils au XIX^e siècle.

Source : Musée McCord, MP-1974.133.23

Façonné par l'histoire et la géographie, ce patrimoine garde la trace d'activités révolues (rue de la Tannerie), de lieux disparus (chemin de la Canardière), de mots oubliés (rue du Frasil). Les noms gravés dans le paysage constituent un trésor linguistique. Ils participent, en effet, à la conservation de québécoismes, ces *brunante*, *poudrerie*, *turlute* et autres trouvailles de la parlure québécoise. Il s'agit là d'un héritage précieux pour toute la francophonie.

La toponymie d'ici n'est cependant pas à l'abri des critiques. Les femmes y ont bien peu de place. « Où est le pont Agathe-De Repentigny, la première grande femme d'affaires au Canada? » de s'écrier l'anthropologue Serge Bouchard. Et que de redondance dans les rues de nos villes et campagnes. « Toponymie de promoteurs immobiliers, qui ne veulent pas prendre le risque d'une polémique », proteste la géographe Caroline Desbiens dans un entretien accordé au quotidien *Le Devoir*.

« Le défi est de faire comprendre aux gens qu'ils ont la chance de mettre leur patrimoine local en valeur », dit Marie-Ève Bisson, responsable de la toponymie municipale à la Commission. Signe que les temps changent, elle reçoit beaucoup de propositions de noms de femmes. Et parmi les trop nombreuses rues des Lilas ou des Érables, encore demandées, se glissent aussi des toponymes inspirants, évocateurs des lieux : rue des Institutrices-Nadeau, impasse du Jardinier, parc de la Quenouille-Qui-Grouille...

Débats en perspective

Nommer n'a rien d'anodin. Une initiative poétique peut soulever la controverse politique. En témoigne la création du Jardin au Bout du Monde pour commémorer, en 1997, les 20 ans de l'adoption de la loi 101. Cette idée d'attribuer des noms tirés d'œuvres d'écrivains québécois à 101 îles issues de la mise en eau du réservoir de la Caniapiscou n'a pas plu à tous... Renommer est aussi compliqué. Les fusions municipi-

pales, qui ont sonné le glas de beaux toponymes — on pleure la disparition du nom de Chicoutimi jusqu'à l'étranger —, ont suscité bien des tensions.

Par ailleurs, les désignations commémoratives, qui ont pris de l'ampleur depuis la Révolution tranquille, suscitent de vifs débats. Qui faut-il honorer et comment? Samuel de Champlain ou Maurice Richard? Le comte de Frontenac ou Pierre Laporte? La récente affaire Jutra, cinéaste accusé de pédophilie, a mis en lumière la délicate question de la moralité des personnes honorées.

Au gré du temps, des modes et des idéologies, le patrimoine toponymique continue de se construire. Chaque année, les municipalités créent environ 500 noms pour des voies de circulation. Des édifices surgissent, des lieux sont reconfigurés, de nouveaux territoires s'ouvrent aux résidents et aux touristes, qui exigent des repères fiables.

Le Québec est vaste. « Il y a encore beaucoup de travail à faire, constate Henri Dorion. On compte ici un million de lacs, et moins de 100 000 ont un nom... »

Mais les dirigeants politiques sont-ils conscients de l'importance vitale de la toponymie?

Henri Dorion pose la question.

Quarante ans après sa création, la Commission de toponymie souffre d'un manque de ressources, estime son ancien président. Avec un personnel réduit de moitié, bien difficile d'aller enquêter sur le terrain. « L'enquête est extrêmement importante parce que la toponymie doit se baser sur l'usage. Donner un nom à une entité, ça ne se fait pas dans un bureau, les fenêtres fermées. Il faut parcourir le pays, rencontrer les gens, retrouver la cartographie... La toponymie, ça ne s'invente pas! » ♦

Nicole Beaulieu est journaliste retraitée et passionnée de patrimoine.

Un brin

Que ce soit par leur caractère cocasse, poétique, mystérieux ou grivois, plusieurs toponymes québécois provoquent l'étonnement. Brève incursion au pays des noms insolites.

PIERRE LAHOUD

Certains toponymes surprennent par les images qu'ils créent. Qu'on pense aux chemins Brise-Culotte, en Estrie ; Vire-Crêpes, à Lévis ; du Bout-du-Monde, en Mauricie ; des Belles-Amours, en Chaudière-Appalaches... Ou encore au rang de l'Embarras, dans le Bas-Saint-Laurent. On pourrait imaginer que ce site a été la scène d'un événement honteux. En réalité, cet « embarras » est un amas de pierres et de branches permettant de franchir à gué la rivière Kamouraska !

Les noms de lieux sont des indicateurs d'espace et d'histoire. Ils constituent en quelque sorte notre mémoire de l'esprit du lieu. Il y a fort longtemps, l'homme a commencé à baptiser les sites qu'il habitait, sûrement pour se donner des points de repère et s'approprier le territoire. Ces appel-

lations brossent généralement le portrait fidèle d'un endroit à l'époque où elles ont été créées. Souvent, elles décrivent le paysage local, le milieu de vie, les activités exercées par les habitants, les événements survenus. Elles agissent comme des symboles identitaires porteurs de sens.

Le Québec s'étend sur un très grand territoire parsemé de centaines de milliers de lacs, ponctué de nombreuses montagnes et parcouru par d'innombrables chemins. De prime abord, on pourrait croire ce paysage toponymique assez homogène. Après tout, plus de 40 % des 1133 municipalités de la province possèdent un nom de saint ou de sainte. Mais un examen attentif des autres appellations révèle plutôt la richesse et la diversité de ce patrimoine.

De nombreux toponymes aiguïssent la curiosité lorsqu'on les aperçoit sur un panneau routier en passant devant en

n de folie

voiture. Ils séduisent par leur inventivité, leur humour, leur caractère insolite ou leur poésie déconcertante. Chose certaine, ils ne laissent pas indifférent.

De la plus belle eau

Plusieurs noms de cours d'eau apparaissent particulièrement cocasses. On a droit à 20 lacs Inconnu, 9 lacs Sans Nom, et environ 100 lacs Croche. Sur la Côte-Nord, il y a un lac à Toi et un lac à Moi, qui côtoient un lac à Nous. Il existe aussi un lac Pas d'Eau, au nord du réservoir Manicouagan : une vaste étendue de faible niveau, typique de cette région marécageuse. On peut visiter ailleurs des lacs Oublié, Vide, Perdu, Écarté, Isolé, Nono et Bizarre. Et même un lac en Poudre, dans les Laurentides, dont le nom demeure un total mystère !

L'imagination populaire n'a pas de limites. Quelques exemples ? Les deux lacs Trop Loin ; le lac J'En-Peux-Plus, dans les Laurentides ; l'anse à Mouille-Cul, près de Rimouski... Citons encore le Grand Pisseux, un torrent gaspésien qui se jette dans le Saint-Laurent près de La Martre. Et l'anse Qui-Pue, sur l'île aux Basques, où s'amoncellent des algues marines en décomposition.

En plus de frapper l'esprit, ces noms en disent long sur les lieux qu'ils désignent. C'est le cas de la baie du Pouce à Mitaine, en Abitibi : à cet endroit, la rivière Duparquet s'élargit, prenant la forme d'une mitaine dont le pouce serait formé par la baie. La chute Monte-à-Peine, dans Lanaudière, rappelle une côte abrupte que les gens du XIX^e siècle gravissaient à pied, provisions au dos. Quant aux anciens rangs Trompe-Souris (tous rebaptisés), ils étaient situés sur des terres tellement improductives que même les rongeurs n'y trouvaient pas de graines.

Quelquefois, la toponymie s'amuse également à faire peur. Prenez Saint-André-de-l'Épouvante, appellation périmée de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, dont les habitants étaient parfois appelés les Épouvantés. Ou Gore, nom d'une municipalité des Laurentides, qui signifie « sang » en anglais (mais qui honore en réalité Sir Francis Gore, ancien lieutenant-17 gouverneur du Haut-Canada). On peut aussi penser aux cinq rapides du Diable qui existent au Québec. D'ailleurs, le diable est présent dans plus de 100 toponymes québécois.

Mille couleurs et formes

Certains lieux ont été dénommés selon leurs couleurs. Le blanc qualifie ainsi plus de 400 noms : banc Blanc, cap Blanc, Blanc-Sablon, pour n'en citer que quelques-uns. Il y



↑ Ne vous attendez pas à un rassemblement de jolies femmes si vous visitez un jour le lieu-dit de Pitouneville. Le nom rappelle plutôt qu'on a déjà coupé sur place jusqu'à 10 000 cordes de bois par année.

Source : Musée McCord, gravure sur bois, *Le déversement des grumes*, 1882, M993X.5.1251.172

← En 1950, Saint-André-de-l'Épouvante était déjà devenu Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, mais le nom frappe encore aujourd'hui l'imagination.

Source : BANQ, fonds MCCCCF - Office du film de Québec, Auguste Mailloux, E6,S7,SS1,P83167

a 1 cap Vert, 1 pointe Bleue, 1 île Le Désert Mauve, 2 baies Jaune, 2 rivières Vermillon, 10 caps Rouge et 11 montagnes Noire. De quoi reproduire toutes les teintes de l'arc-en-ciel.

D'autres noms évoquent la forme d'un objet. Par exemple, on compte 61 lacs en Cœur, 27 lacs Culotte, 17 lacs Marteau, 4 lacs Téléphone, 2 lacs Saxophone et 2 lacs Spectacle, qui ressemblent à des lunettes d'approche. La Côte-Nord peut se targuer de contenir le lac U.S.A., dont le tracé rappelle celui



Le nom du mont Sugar Loaf dans Montmagny est né d'une mauvaise compréhension de l'appellation « champ de Guerlots » par un cartographe anglophone.

Photo : Pierre Lahoud

des États-Unis. On trouve aussi 8 lacs de la Chaise, 1 du Tabouret et, finalement, 2 du Fauteuil, dont un situé dans la baie de la Bouteille, dans Lanaudière.

Éclaircir le mystère

Il n'est pas rare de croiser des appellations dont le sens intrigue. L'île de la Campe de Bom-Thomas, qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire? Il semblerait que cette île de la Côte-Nord ait déjà accueilli le « bonhomme Thomas », *bom* étant un diminutif local. Et d'où peut bien venir le nom de la ville de Dégelis? D'un phénomène physique. À cet endroit, la rivière Madawaska ne gèle pas en hiver. Le mot *dégelis*, en ancien français, désigne une portion de cours d'eau qui ne prend pas en glace.

Certains doubles sens peuvent aussi surprendre. Prenons le cas de la rue de la Branlette, située dans une ancienne zone marécageuse de Saint-Jean-Port-Joli. On n'ose pas croire que ce nom signifie bien ce qu'on pense... et on a raison de se méfier! L'hypothèse la plus plausible pour expliquer cette désignation veut qu'autrefois, on ait ajouté des billots de bois à la route pour la consolider. Les cultivateurs du deuxième rang qui transportaient leur crème à la beurrerie se faisaient secouer lorsqu'ils passaient par là. On disait qu'ils en avaient la branlette...

Traductions fantaisistes

Il arrive également que des noms intrigants proviennent d'une erreur de traduction. Leur histoire n'en est que plus savoureuse. Cap-Seize, en Gaspésie, résulte de la francisation de *capsize*, qui signifie « chavirer » en anglais. Le géologue William Logan a employé cette expression lorsque son canot s'est renversé dans la rivière Sainte-Anne, lors d'une expédition menée dans les années 1840. « *We capsized!* » Les guides

francophones qui l'accompagnaient ont retenu ce mot et l'ont attribué à la rivière, puis au village voisin.

Dans Montmagny, le mont Sugar Loaf a quant à lui été baptisé à la suite d'un malentendu peu banal. Pour dessiner les plans du Québec, les cartographes anglophones de la Couronne demandaient souvent aux gens du coin comment se nommait tel lieu. Dans ce cas, un cultivateur a répondu que l'endroit s'appelait « champ des Guerlots » à cause des nombreuses roches qu'on y trouvait. Il n'en fallait pas plus pour que nos vaillants explorateurs inscrivent ce qu'ils avaient compris dans leur langue, c'est-à-dire *sugar loaf*, soit « pain de sucre ».

Autre exemple éloquent : le village gaspésien de Cap-d'Espoir, aujourd'hui englobé dans Percé. Le site, qui s'avance en pointe dans la mer, porte ce nom réconfortant sur les cartes françaises anciennes. Mais l'expression *d'espoir* possède une prononciation très proche du mot anglais *despair*, qui signifie « désespoir ». Peut-être est-ce pour cette raison que l'endroit a fini par être désigné sous le nom de Cape Despair? En 1861, on y érige une paroisse appelée Saint-Joseph-du-Cap-Désespoir. Ce toponyme peu accrocheur est modifié plus tard en Saint-Joseph-de-Cap-d'Espoir, plus fidèle à l'appellation d'origine.

Toujours en Gaspésie, la pointe à la Renommée aurait pu s'appeler à l'origine « pointe à la Faim ». Selon certains experts, le site aurait reçu ce nom après que des rescapés d'un naufrage eurent failli y mourir d'inanition. Induits en erreur par le jeu des sonorités, les Anglais auraient renommé ce lieu Fame Point, ce qui, retraduit en français, donne le toponyme actuel!

Ce n'est pas plus fou que de traduire Little Champlain Street (« petite rue Champlain ») en « rue du Petit-Champlain ». Qui a dit que le fondateur de Québec était petit?

Clins d'œil grivois

Enfin, pour conclure sur une note « gailuronesque », mentionnons les cinq îles aux Fesses recensées au Québec. Il y en aurait six si celle de Shawinigan n'avait pas changé son nom pour... île Banane. Il y a aussi une chute à Quatre Pattes, sur la Côte-Nord. D'autres lieux peuvent facilement prêter à double sens, comme le Trou-à-Pépette, dans Kamouraska; le détroit des Fesses Serrées, sur la Côte-Nord; la pointe aux Tétos, dans le Nord-du-Québec; ainsi que Fourche-à-Ida et Brèche-à-Manon, en Gaspésie. On a même un lieu-dit nommé Pitouneville! Cette appellation estrienne fait bien sûr référence aux arbres qui étaient jadis coupés là-bas, totalisant jusqu'à 10 000 cordes par année.

Évidemment, on est ici très loin de la paroisse Le Cœur-Très-Pur-de-Marie, en Outaouais, ou de La Visitation-de-la-Sainte-Vierge-de-l'Isle-Dupas, ancien nom d'une municipalité de Lanaudière. De l'île Moukmouk jusqu'à la municipalité de L'Avenir, il y a au Québec un riche patrimoine toponymique à conserver. Nous en avons la preuve. ♦

Pierre Lahoud est photographe et historien spécialisé en patrimoine.

Prix Action patrimoine 2017

→ Catégories *Individu* et
Projet remarquable

→ Dépôt des candidatures
jusqu'au 17 avril 2017

Tous les deux ans, Action patrimoine décerne des prix soulignant des actions remarquables de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine québécois.

Est admissible tout individu, groupe ou organisme qui a mis en œuvre une initiative importante visant la protection du patrimoine bâti ou des paysages culturels du Québec.

Candidature et information
www.actionpatrimoine.ca/prix
positions@actionpatrimoine.ca
+1 418 647-4347, poste 205

APPEL DE CANDIDATURES

Bourse France-Gagnon-Pratte 2017

Pour les étudiants en architecture, aménagement
et urbanisme 2^e et 3^e cycles

Date limite pour déposer une candidature : 17 février 2017

Information : www.fondationquebecoisedupatrimoine.ca

FONDATION QUÉBÉCOISE
du patrimoine

CITADELLE DE QUÉBEC

bgl

ARCHITECTURE | DESIGN URBAIN

50, CÔTE DINAN | BUREAU 101 | QUÉBEC | QC | G1K 8N6 | T. 418 694-9041
1435, ST-ALEXANDRE | BUREAU 400 | MONTRÉAL | QC | H3A 2G4 | T. 514 875-1168
452, ARNAUD | SEPT-ÎLES | QC | G4R 3A9 | T. 418 961-1524

Photographie: BGLA

Photographie: BGLA

DOSSIER
PATRIMOINE TOPONYMIQUE

PRATIQUES ACTUELLES

Construire mieux

La toponymie évolue dans le temps. Nous construisons aujourd'hui la mémoire de demain. Mais comment faire les bons choix ? L'examen de tendances actuelles et de réussites récentes procure quelques indices.

VALÉRIE GAUDREAU



alter pour x baptiser



« **L**a toponymie n'a jamais été aussi discutée dans l'espace public que dans les dernières années. » Le constat provient du président de la Commission de toponymie du Québec, Robert Vézina. Une réalité réjouissante aux yeux de ce linguiste de formation, qui y voit une raison d'espérer que les noms marquant le territoire soient plus que jamais au diapason de la société.

On ne baptise pas un lieu en 2016 comme on le faisait il y a un siècle, ni même une décennie, tant dans le choix des noms que dans le mécanisme pour y parvenir. Plusieurs municipalités québécoises choisissent aujourd'hui de mettre les citoyens dans le coup quand elles nomment une rue, un parc ou un autre site. Et ça marche ! « Les gens sont de plus en plus conscients de l'importance de la toponymie dans la vie de tous les jours, et de son rôle comme dépositaire de la mémoire collective », poursuit le président.

À la faveur des nouvelles technologies, les gens s'engagent de plus en plus dans le processus de sélection des appellations. Ils partagent leur opinion, proposent des noms, discutent des bons ou des mauvais coups, notamment grâce aux réseaux sociaux. « Ils veulent participer au débat. Et les municipalités peuvent aussi davantage se comparer entre elles, ce qui permet de répandre les bonnes pratiques », note M. Vézina.

Au début des années 2000, les fusions municipales ont mis la toponymie à l'avant-scène. Des milliers d'odonymes (noms

Dans une volonté de redonner leur juste place aux appellations autochtones, le lac Guillaume-Delisle, situé à l'intérieur du parc national Tasiujaq, est devenu le lac Tasiujaq en février 2016.

Photo : Steve Deschênes, Parcs Nunavik

La toponymie, marqueur identitaire et territorial, doit se construire par consultation. Y réfléchir avec les citoyens est essentiel.

de rue) ont été modifiés pour éviter les doublons à l'intérieur de chaque ville agrandie. Les municipalités ont dû se pencher sur la question, en se dotant parfois d'un comité ou d'un protocole à cette fin. Elles ont cogité avec leur population pour soumettre de nouveaux noms à la Commission de toponymie du Québec.

L'organisme gouvernemental officialise chaque toponyme après s'être assuré de sa pertinence et de son caractère unique dans la municipalité. Il confirme également que le nom proposé respecte les règles de l'écriture toponymique et la syntaxe de la langue française. L'art de nommer un lieu est ainsi une « responsabilité partagée », comme l'écrit la Commission dans son *Guide toponymique municipal*.

Au gré des mentalités

Au-delà de la forme, il y a le fond : la sensibilité qui mène au choix du nom d'une rue, d'une place publique ou d'un parc. Or, les mentalités changent. La trop petite place accordée aux

femmes et aux autochtones dans le territoire québécois arrive au sommet des préoccupations actuelles, selon Robert Vézina. (À ce sujet, lisez aussi « Les angles morts de la toponymie », p. 34.)

« Il y a une véritable sensibilisation à l'importance de la représentation des femmes depuis 5 ou 10 ans, estime le président de la Commission. La société évolue, et les municipalités en sont conscientes. » Il cite le cas de Montréal, où seulement 6 % des toponymes sont féminins, contre 51 % masculins (les autres sont des noms de famille ou des appellations neutres). La Ville fait des efforts pour réduire cet important déséquilibre. Par exemple, en juin dernier, elle a renommé un parc en l'honneur d'Ethel Stark, la violoniste montréalaise qui a cofondé le premier orchestre symphonique féminin au Canada, en 1940.

De même, on sent un mouvement marqué en faveur des appellations d'origine autochtone. Les Premières Nations ont créé des noms beaux et uniques comme Québec, Kamouraska ou Chicoutimi. Cet héritage, qui a fondu pendant l'époque hostile des années 1960, reprend aujourd'hui ses droits. En février 2016, le lac Guillaume-Delisle, près de la baie d'Hudson, a été rebaptisé Tasiujaq, terme inuit signifiant « qui ressemble à un lac ». En même temps, le lac à l'Eau Claire a pris le nom cri de Wiyâshâkimî.

Une autre tendance peut peser dans la balance : celle de préciser les noms de lieux existants. Par exemple, dans la capitale, l'avenue Parent est devenue l'avenue Simon-Napoléon-Parent, référence plus directe à cet ancien maire de Québec. Cette façon de faire aide les passants à identifier avec précision la personne immortalisée. « Ce n'est pas une règle stricte, mais on s'efforce d'ajouter le prénom, note Robert Vézina. En le faisant, on réalise parfois que le personnage est féminin ! » En 2015, la municipalité de Val-David, dans les Laurentides, a précisé les odonymes dans un secteur consacré aux femmes des pionniers locaux. La rue Sarrazin a été rebaptisée Andrée-Sarrazin ; ses voisines, Cécile-Lafleur et Émérance-Ducharme. Cette méthode a été fréquemment employée après les fusions municipales afin de distinguer des lieux portant le même patronyme sur un territoire donné.

Une tendance actuelle en toponymie consiste à ajouter le prénom au nom de famille. À Québec, par exemple, l'avenue Parent est devenue l'avenue Simon-Napoléon-Parent, en mémoire de celui qui y fut maire entre 1894 et 1906.

Source : BANQ, fonds J. E. Livernois Ltée, Livernois Québec, vers 1910, P560, S2, D1, P1077





L'héroïne Évangeline, dont on voit ici la statue à Grand-Pré, a donné son nom à une route de Bonaventure. Ce toponyme fait partie d'un ensemble d'appellations qui commémore l'Acadie et qui a valu à la Municipalité le Mérite du français en toponymie 2014.

Photo : Parcs Canada

Secteurs thématiques

Une idée très en vogue en ce moment, note M. Vézina, est d'attribuer des odonymes par secteur. Cette bonne pratique est particulièrement appliquée dans les nouveaux quartiers. La Commission, en collaboration avec les comités de toponymie locaux, veille à la pertinence des thèmes choisis, notamment à leur ancrage dans l'histoire.

Un projet de ce genre a d'ailleurs valu à la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc de remporter le Mérite du français en toponymie 2016 (un prix décerné chaque année par la Commission). Dans cette ville de la Mauricie, les quartiers thématiques font écho aux traditions industrielles comme le sciage du bois, la drave et l'exploitation des érablières. On y trouve ainsi le chemin du Moulin, le chemin des Samares, ou encore le chemin de l'Esquer, un nom dont le maire est particulièrement fier, l'appellation rappelant la morphologie de la ville. En effet, le territoire municipal est marqué par un esker, formation glaciaire se présentant comme une crête allongée.

Le maire de Saint-Mathieu, Claude McManus, souligne l'importance d'avoir sondé les citoyens pour cette opération qui a permis d'officialiser 38 odonymes. « C'est beaucoup plus facile pour le conseil municipal de prendre une décision quand la population a d'abord été consultée », dit-il. Il est aussi moins délicat de nommer des secteurs en lien avec l'histoire qu'en hommage à des personnes. « Les thématiques, ça ne donne pas de trouble, poursuit Claude McManus, en notant

LA MINUTE DE POÉSIE

Impasse du Grand-Désert, rue de l'Heure-Mauve, phare du Cap-de-la-Tête-au-Chien, chemin des Sucres-d'Antan... Si les noms de lieux marquent l'identité et la mémoire collectives, ils peuvent aussi être charmants, ludiques ou lyriques. Ces dénominations originales font partie des coups de cœur de la Commission de toponymie du Québec en 2016. Parmi les critères pour désigner les toponymes chouchous se trouvent la capacité d'inspirer des idées ou des images fortes, la valeur poétique ou encore le parfait accord du nom et du lieu. Le président de la Commission, Robert Vézina, admet avoir craqué pour la rivière Inventée. En plus de donner l'impression de sortir tout droit d'un conte à la Fred Pellerin, ce nom a la grande qualité d'être exact. Cette rivière de la Côte-de-Beaupré a en effet été littéralement « inventée » en 1986 lorsqu'elle a été creusée pour créer un habitat propice à la reproduction de la truite mouchetée ! (Valérie Gaudreau)



S'il n'est pas surprenant de trouver des noms d'origine autochtone à Wendake, on en rencontre aussi de plus en plus ailleurs au Québec.

Photo : François Rivard

PRATIQUE DOUTEUSE : S'ADJUGER UN POINT SUR LA CARTE

Il y a les bonnes pratiques... et les autres. L'une des règles d'or en toponymie stipule qu'il faut attendre un an après le décès d'une personne pour nommer un lieu en son honneur. Les élus de l'ancienne Ville de Saint-Laurent — maintenant fusionnée à Montréal — n'ont pas eu cette patience. En 1994, ils ont baptisé un nouveau parc du nom du maire Bernard Paquet, qui était non seulement bien vivant, mais également en fonction. Le principal intéressé avait fait valoir que cette désignation respectait les coutumes locales, l'ancien maire Marcel Laurin ayant lui aussi été honoré de son vivant. L'actuel maire de l'arrondissement de Saint-Laurent Alan DeSousa, était conseiller de l'opposition à l'époque. Il se souvient d'avoir voté contre la résolution au conseil municipal. « M. Paquet pensait qu'il méritait ça, mais je trouvais que ça ne respectait pas les règles normales de toponymie. Il faut prendre le temps de s'assurer que les gens honorés n'ont pas de squelettes dans le placard », relate-t-il aujourd'hui. Bernard Paquet est décédé en 2005, et son parc existe toujours. La Commission de toponymie du Québec, qui n'avait pas voulu officialiser le nom du parc Docteur-Bernard-Paquet au moment des événements, a fini par le faire en 2014. (Jeanne Corriveau)

au passage le caractère éducatif des noms choisis. En plus, ça informe les jeunes sur notre passé. C'est ce qu'on voulait. »

Ce rôle d'éducation du public plaît aussi à Alexandre Cusson, maire de Drummondville. « Pour moi, la toponymie doit être pédagogique, tranche celui qui dirige la municipalité lauréate du Mérite du français en toponymie 2013. La Ville a fait un travail de réflexion remarquable à ce point de vue. » Après les fusions municipales, on a vu naître des noms originaux, comme ceux de l'avenue du Marais-Ombagé ou du cours du Chevreuil. Un quartier résidentiel baptisé en allusion au monde vinicole a aussi permis l'apparition des récentes rues du Chenin ou du Muscat.

Un quartier en hommage aux compositeurs peut aussi, souhaite le maire Cusson, revêtir un caractère éducatif. « Par exemple, on a la rue Mozart et la rue Vivaldi. Quelqu'un qui connaît le premier, mais pas le deuxième, va peut-être avoir le goût de s'informer davantage. »

Nouvelles instances

Au printemps 2016, Drummondville a poussé son engagement jusqu'à mettre en place la Commission de la toponymie et de la reconnaissance civique. Cette instance permanente a pour mandat de recueillir et d'étudier les propositions soumises par la population. Elle est composée de conseillers municipaux, de membres du personnel administratif et de citoyens issus de nombreux secteurs de la société. Alexandre Cusson souhaite que des lieux soient nommés en l'honneur de personnalités de divers horizons : affaires, sports, santé, éducation, culture... Le paysage ne devrait pas être réservé aux politiciens, déjà bien représentés.

À Bonaventure aussi, la toponymie est prise au sérieux. La municipalité gaspésienne avait remporté le Mérite du français en toponymie 2014 pour ses appellations commémorant l'Acadie, comme la route Évangéline ou la rue de Beaubassin. À l'été 2016, elle a voté un nouveau règlement qui vise à conserver le caractère distinct des toponymes locaux. Chaque nom à venir sera analysé en fonction de sept critères : signification historique, origine acadienne, familiarité, notoriété, facilité de prononciation, source francophone et valeur identitaire. « Il devra répondre à plus de 60 % des critères pour garder sa place dans notre banque de noms », explique le maire, Roch Audet.

Fiers d'avoir vu le travail de leur municipalité se distinguer, les trois maires interrogés sont unanimes sur un point : réfléchir avec les citoyens est essentiel. La toponymie, marqueur identitaire et territorial, ne doit jamais être prise à la légère. Elle doit se construire par consultation.

« Je suis toujours surpris de constater à quel point les citoyens viennent nous parler de toponymie et proposent des noms, confie Alexandre Cusson. La question est de savoir comment régler chaque cas de façon objective. Une chose est sûre : ça ne peut pas être l'affaire d'une seule personne. » ♦

Valérie Gaudreau est journaliste au quotidien *Le Soleil*.

FÉLICITATIONS AUX LAURÉATS 2016!



DU CONSEIL DU PATRIMOINE
RELIGIEUX DU QUÉBEC

Pour tous les détails, consultez notre site Internet :
www.patrimoine-religieux.qc.ca/fr/evenements

Catégorie Restauration

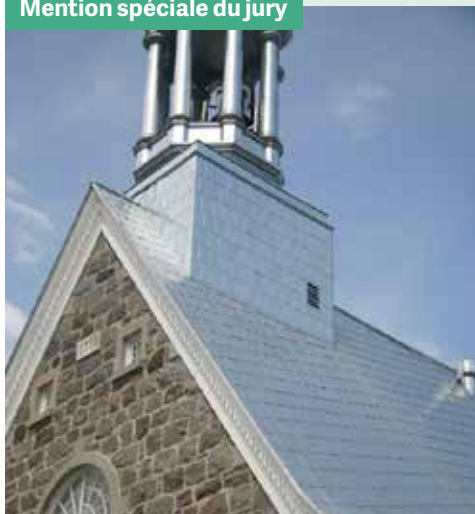
Lauréat



Diocèse de Nicolet

Pour le projet de restauration de l'orgue
de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste
de Nicolet (Centre-du-Québec)

Mention spéciale du jury



Fabrique de la paroisse Saint-Étienne de Beaumont

Pour la restauration de l'église
Saint-Étienne de Beaumont
(Chaudière-Appalaches)

Présenté par



Coopérer pour créer l'avenir

Catégorie Mise en valeur

Lauréat



Petites Franciscaines de Marie de Baie-Saint-Paul

Pour la réalisation du projet « Jardin
de François » (Capitale-Nationale)

Mention spéciale du jury



Corporation « Les amis du presbytère de L'Acadie »

Pour le concours « Les plus belles croix
de chemin et les plus beaux calvaires
du Québec » (Montréal)

Mention spéciale du jury



Regroupement des Archives du Séminaire et de l'Archidiocèse de Sherbrooke

Pour le projet d'exposition virtuelle
sur l'histoire de la construction de la
cathédrale et de l'archevêché (Estrie)

Catégorie Réutilisation

Lauréat



Ville de Québec

Pour la transformation de l'ancienne église
méthodiste « Wesley Temple » en Maison de
la littérature (Capitale-Nationale)

Mention spéciale du jury



Corporation Mainbourg

Pour la transformation de l'ancienne
église Sainte-Germaine-Cousin en centre
communautaire et garderie (Montréal)

Présenté par



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Conseil du
patrimoine
religieux
du Québec

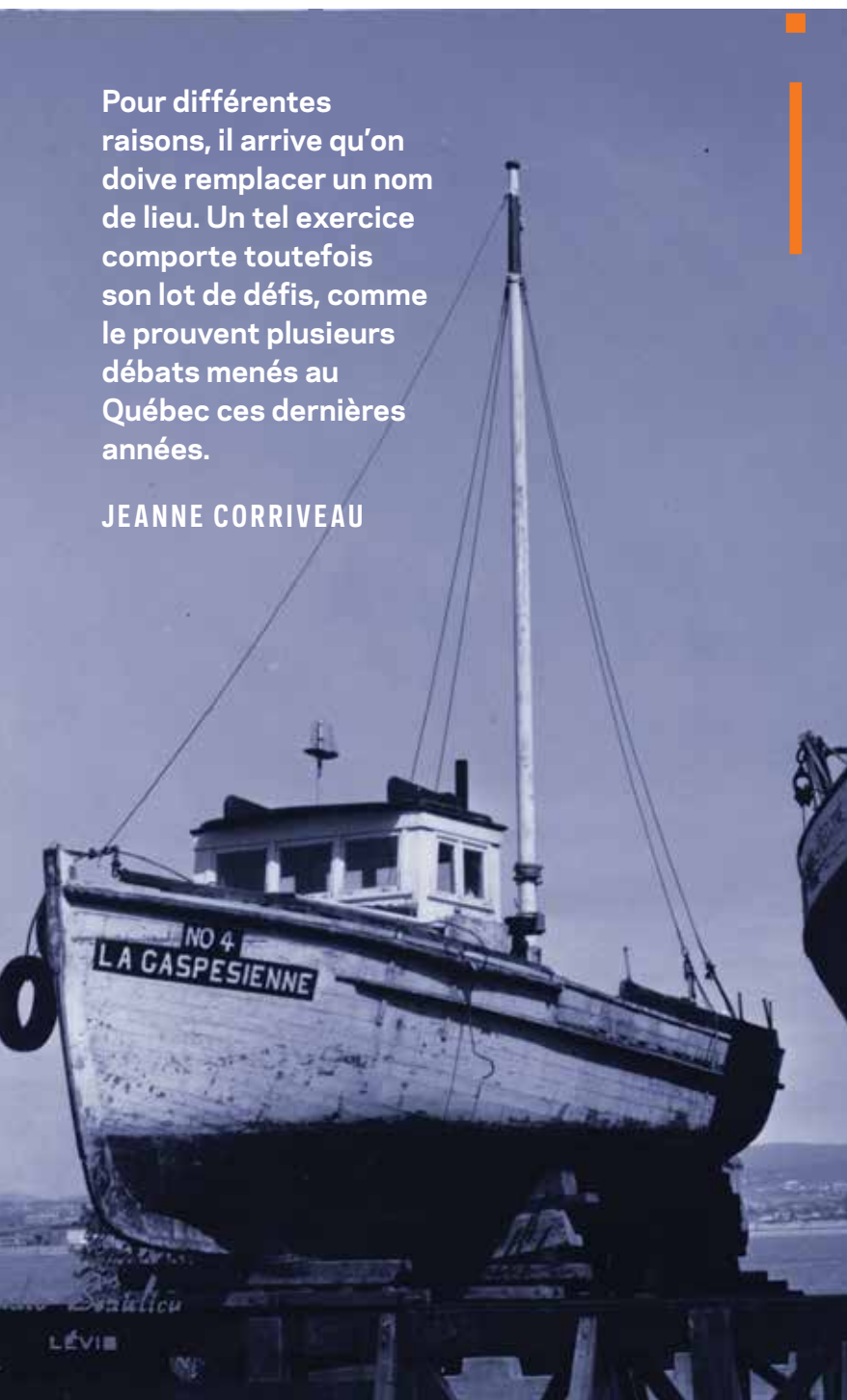
Présenté par



Des o innom

Pour différentes raisons, il arrive qu'on doive remplacer un nom de lieu. Un tel exercice comporte toutefois son lot de défis, comme le prouvent plusieurs débats menés au Québec ces dernières années.

JEANNE CORRIVEAU



Les noms de rue ne sont pas immuables. L'actualité récente a démontré qu'un scandale posthume pouvait entraîner la disparition rapide d'un toponyme, même quand celui-ci réfère à un géant du cinéma québécois tel que Claude Jutra. D'autres raisons peuvent inciter les autorités à revoir des noms de lieux. Chose certaine : quand le sentiment identitaire et les émotions entrent en jeu, l'opération s'avère souvent fort délicate.

Dans le dossier de Claude Jutra, la Commission de toponymie du Québec n'a pas mis de temps à acquiescer au désir des villes de rayer le nom du cinéaste sur lequel pesaient des allégations de pédophilie. Si la « désofficialisation » d'un toponyme nécessite l'accord de la Commission, son remplacement relève de la compétence des municipalités. Celles-ci doivent toutefois respecter certaines règles, comme attendre un an après le décès d'une personnalité pour l'honorer.

Les controverses surviennent généralement avant la désignation d'un lieu, rarement après, admet d'entrée de jeu Jean-Pierre Le Blanc, directeur des communications à la Commission.

N'empêche que plusieurs noms sont tombés en disgrâce au fil des ans. Comme ceux du chirurgien français Alexis Carrel et du physicien austro-hongrois Philipp Lenard. Deux récipiendaires de prix Nobel que Gatineau a effacés de sa toponymie en 2015 en raison de leurs positions antisémites et de leurs sympathies à l'égard du régime nazi.

Certains odonymes traversent mal les années pour d'autres motifs. C'est ainsi que les noms comportant les mots *négre*

À Lévis, la rue des Pinsons a été rebaptisée rue des Gaspésiennes. Ce nom ne fait évidemment pas référence aux habitantes de la Gaspésie, mais à un type de navire de pêche construit au chantier maritime Davie entre 1955 et 1960.

Source : Secteur des archives privées de la Ville de Lévis, fonds Les Industries A.C. Davie Inc.

dilemmes immuables

et *nigger*, dont la connotation péjorative justifie difficilement leur emploi aujourd'hui, ont été remis en question. « Ça faisait plusieurs années que la Commission avait ces noms de lieux dans sa mire parce que les demandes étaient récurrentes. Ailleurs au pays et à l'étranger, les changements avaient déjà été faits. La Commission s'est ralliée », explique M. Le Blanc.

En 2015, la Commission a donc rayé les noms de 11 lieux, essentiellement des cours d'eau, parmi lesquels Nigger Rapids, en Outaouais. Il s'en est tout de même trouvé pour s'opposer à la décision, comme la Ligue des Noirs du Québec. Changer le nom ne change pas l'histoire, a déclaré le président de la Ligue, Dan Philip. Le toponyme en cause aurait été choisi, à l'origine, pour rappeler la mort d'un couple de Noirs qui se seraient noyés dans ces rapides de la rivière Gatineau en 1912. Pour l'instant, les noms de lieux contenant *nègre* ou *nigger* n'ont pas été remplacés car il s'agit, dans plusieurs cas, d'endroits peu fréquentés.

Un passé encombrant

La Commission de toponymie du Québec prend certaines précautions avant de bannir un nom. Elle examine chaque cas en fonction de plusieurs paramètres, dont le nombre de demandes et la pertinence des justifications soumises.

Régulièrement, la Commission se fait interpellier au sujet de Jeffrey Amherst, officier anglais qui aurait ordonné la distribution de couvertures contaminées par la petite vérole aux Amérindiens, et du chanoine Lionel Groulx, critiqué pour ses tendances antisémites.

« C'est difficile de juger un personnage historique. On ne peut pas réécrire l'histoire. Mais si jamais il y a assez de gens pour demander un changement, ça pourrait se faire », avance Jean-Pierre Le Blanc.

Changer le nom d'une rue n'est pas un geste anodin. L'ex-maire de Montréal Gerald Tremblay l'a appris à ses dépens quand il a voulu rebaptiser l'avenue du Parc du nom de

Robert Bourassa. Deux mois de controverse, de mobilisation citoyenne, de menaces de poursuite et de malaise exprimé par la famille de l'ancien premier ministre ont finalement eu raison du projet.

Le maire Denis Coderre a rencontré la même résistance quand, pour rendre hommage à Jacques Parizeau, il a annoncé qu'il renommerait le parc de Vimy. Son geste a été qualifié d'« amnésie culturelle et historique ». Pour calmer le tollé, les autorités ont fait en sorte qu'une section du parc Notre-Dame-de-Grâce rappelle désormais la bataille de Vimy.

GOOGLE MAPS COMME OUTIL DE CONTESTATION ?

Lorsqu'on change un toponyme, il faut s'assurer que les outils de référence contiennent la bonne information. Or, en septembre dernier, Patricia Cloutier, du journal *Le Soleil*, révélait que près de deux ans après l'harmonisation des noms de rue de Lévis, les anciennes appellations d'une douzaine d'artères figuraient toujours dans Google Maps. La Ville a tenté de transmettre la nouvelle carte à la compagnie. En vain. Des employés municipaux ont dû signaler les 55 000 nouvelles adresses une à une ! Et ce n'est pas tout. Plusieurs anciens noms réapparaissent constamment. Serait-ce le fait de citoyens mécontents, qui préféreraient les appellations antérieures ? Toujours est-il que ce petit jeu fait perdre du temps au personnel de la Ville. Sans compter que l'information erronée peut causer des problèmes d'orientation. (Josiane Ouellet)



À Montréal, l'idée de renommer le parc de Vimy en l'honneur de Jacques Parizeau a soulevé un tollé. Pour que cette importante bataille de la Première Guerre mondiale ne tombe pas dans l'oubli, on lui a consacré une partie du parc Notre-Dame-de-Grâce...

Source : Musée canadien de la guerre, coll. d'archives George Metcalf, MCG 19920085-214 O.1321

Grand ménage à Lévis

Les changements de noms peuvent aussi devenir nécessaires en raison de fusions municipales. Une quarantaine de villes québécoises se sont livrées à cet exercice laborieux depuis les grands efforts d'unification de 2002.

Au lendemain du regroupement des municipalités de la Rive-Sud de Québec, Lévis s'est retrouvée avec huit rues des Pins, sept rues des Érables et six rues des Hirondelles. L'existence de doublons soulevait des enjeux de sécurité pour les services d'urgence et causait des problèmes dans la livraison des colis, souligne David Gagné, conseiller en patrimoine à la Ville de Lévis.

Lévis a donc entrepris de faire le ménage dans sa toponymie. Un travail de longue haleine, car elle comptait un nombre record d'odonymes problématiques, soit 722, ce qui représente 41 % de ses rues.

Le comité consultatif de toponymie s'est attelé à la tâche en suivant plusieurs critères d'analyse, dont l'ancienneté des noms, leur caractère historique et leur signification géographique. Lévis a profité de l'occasion pour rendre hommage à des personnalités de la région et promouvoir l'histoire locale.

À titre d'exemple, le vaste chantier toponymique a permis d'immortaliser des célébrités du coin. Employée de la Caisse populaire de Saint-Rédempteur pendant plus de 40 ans, Germaine Bibeau a maintenant une rue à son nom !

Dans Lauzon, le comité a choisi de rappeler l'influence du chantier maritime Davie sur le développement du secteur. C'est ainsi que la rue des Gaspésiennes (qui évoque la Gaspésienne, un navire de pêche spécialisé construit au chantier entre 1955 et 1960) a remplacé la rue des Pinsons, et que la rue du Tangon (pièce de bois ou de métal remplissant plusieurs fonctions sur un navire) a éclipsé la place du Bois.

Ces changements ne sont pas passés comme lettre à la poste. « Les gens ne sautent pas de joie quand on leur annonce qu'on va changer leur adresse, signale David Gagné. Quand on parle toponymie, tout est une question identitaire. Mais lorsqu'on explique les décisions, ça passe mieux. » Cette opération d'envergure a valu à Lévis le Mérite du français en toponymie 2015.

À Shawinigan, la démarche visant à éliminer les doublons après les fusions a été de moindre ampleur, mais a provoqué une levée de boucliers. Des citoyens ont accusé l'administration du maire Michel Angers de vouloir effacer l'histoire de la ville. Le maire a gardé le cap. Toutefois, il a échoué dans sa tentative de rebaptiser la 5^e Rue du nom de Jean Chrétien, la Commission de toponymie refusant d'accorder ce privilège à l'ancien premier ministre, encore vivant.

Chicoutimi, le nom qui chante

Si les changements de noms de rue bousculent et choquent parfois, ceux touchant les noms de ville peuvent déchaîner les passions. Au moment des fusions municipales de 2002, il a fallu baptiser les nouvelles grandes villes. Gatineau a éclipsé Hull. Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke ont avalé leurs voisines, tout comme Longueuil, qui a failli s'appeler Lemoyne.

Mais au Saguenay, le débat sur le nom de la nouvelle ville a embrasé la région. Près de 15 ans plus tard, plusieurs voix continuent de dénoncer la mise au rancart du nom de Chicoutimi au profit de celui de Saguenay. « C'est la plus grave erreur politique commise au Saguenay dans les 50 dernières années. Chicoutimi était un point de rendez-vous important, doté d'une grande valeur identitaire. C'est toute une histoire qui est bafouée », affirme l'historienne et polémiste Russell-Aurore Bouchard.

Lors d'un référendum, Saguenay l'avait emporté avec 52,5 % des votes contre 47,5 % pour Chicoutimi. M^{me} Bouchard attribue ce résultat à la « haine viscérale » qui opposait les citoyens de Jonquière et de La Baie (deux autres villes avalées par la grande agglomération) à leurs voisins. « C'était n'importe quel nom sauf Chicoutimi. » Selon elle, ce mot d'origine amérindienne signifiant « jusqu'où l'eau est profonde » avait une résonance historique beaucoup plus forte que Saguenay, un nom qui identifie déjà la région, une rivière et un fjord. « Chicoutimi apparaît dans les documents en 1661. C'est un mot qui chante. La perte est énorme. » Aujourd'hui encore, ce nom est employé pour désigner l'arrondissement et certaines institutions, telles que l'Université du Québec à Chicoutimi.

Comme quoi on ne change pas un nom à la légère. Il ne faut pas sous-estimer l'attachement de la population à ses repères identitaires, ni le rôle de mémoire que joue la toponymie dans la vie de tous les jours. ♦

Jeanne Corriveau est journaliste au quotidien *Le Devoir*.

Atelier L'ÉTABLI

ARTISAN DU PATRIMOINE BÂTI

MENUISERIE ET ÉBÉNISTERIE

atelier-letabli.ca
T 514.270.0115

2050, rue Dandurand, local 409
Montréal (Québec) H2G 1Y9



Un centre d'expertise et d'animation en patrimoine

- Diagnostic, caractérisation, étude d'impact en paysages
- Plan d'aménagement et de mise en valeur
- Étude de potentiel, inventaire et fouille archéologique
- Inventaire, recherche et développement en patrimoine végétal
- Inventaire et caractérisation du patrimoine bâti
- Conception et réalisation d'outils médiatiques
- Recherches en histoire et savoir-faire traditionnels
- Animation et formation

1650, rue de la Ferme,
Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Qc) G0R 1Z0
Téléphone : 418-856-6251 / Télécopieur : 418-856-4399

www.ruralys.org
info@ruralys.org

POINTE-DU-BUISSON MUSÉE QUÉBÉCOIS D'ARCHÉOLOGIE



dévoiler hier
expérimenter aujourd'hui
préserver demain

333 RUE ÉMOND, BEAUHARNOIS
(QUÉBEC) J6N 0E3
450 429-7857
WWW.POINTE-DU-BUISSON.COM

Michel Gilbert
Ébéniste-restaurateur
Mobilier et objets d'art anciens



ARMOIRE QUÉBÉCOISE DÉBUT 19^e SIÈCLE

Restauration de la couleur et du fini à l'ancienne
Collection privée

1 888 515-5128 • doucine@globetrotter.net
www.michelgilbertebeniste.com

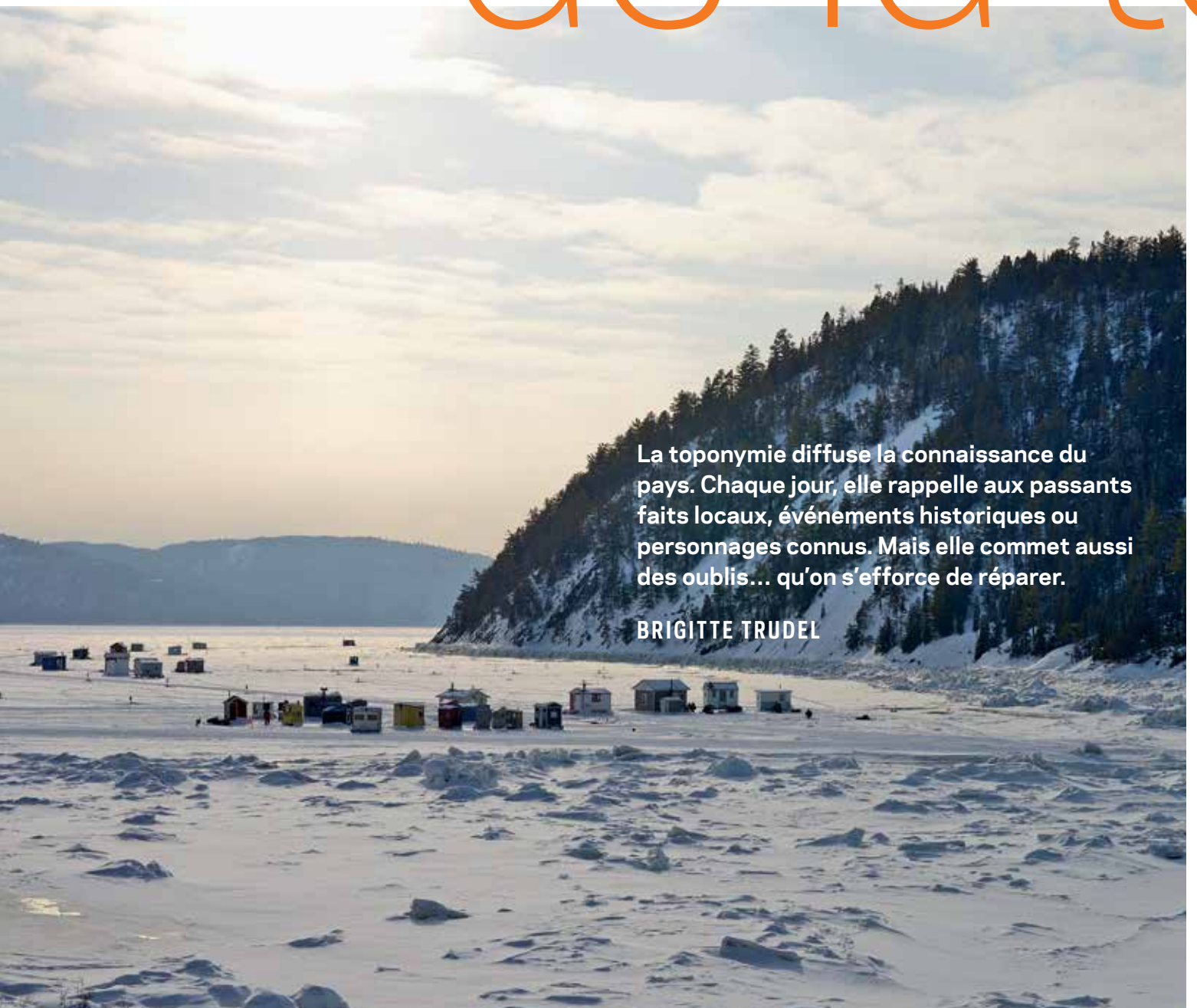
DOSSIER
PATRIMOINE
TOPONYMIQUE

**OMISSIONS
ET RÉACTIONS**

Les anc de la to

La toponymie diffuse la connaissance du pays. Chaque jour, elle rappelle aux passants faits locaux, événements historiques ou personnages connus. Mais elle commet aussi des oublis... qu'on s'efforce de réparer.

BRIGITTE TRUDEL



gles morts ponymie

Depuis 20 ans, Richard Tremblay conduit son taxi à Québec. Pour lui, la toponymie représente un outil de travail, mais aussi une passion. « Les rues sont remplies d'anecdotes », lance ce verbomoteur, qui bavarde volontiers avec ses clients en sillonnant la ville. « Tiens ! La rue Marthe-MacLeod, à Beauport. Cette femme habitait dans le coin. Une artiste peintre de grand talent, trop peu connue. Par chance, cette rue fait qu'on s'en rappelle. »

Déjouer le temps, ancrer les souvenirs : « La toponymie a la capacité de conserver une part de la mémoire », explique Rachel Bouvet, professeure au Département d'études littéraires de l'UQAM et spécialiste de géopoétique. Sauf que notre province a la mémoire toponymique sélective.

En tant qu'artiste, et femme de surcroît, Marthe MacLeod fait partie des exceptions. « Pour neuf toponymes attribués à un homme, un seul l'est à une femme », précise Gabriel Martin, linguiste et cofondateur du Collectif pour l'équité toponymique au Québec. Au nombre des groupes sous-représentés, il cite aussi les autochtones, les juifs, les Noirs. « Bref, ceux que les écrits oublient malgré leur rôle important. Tout un pan de notre histoire s'en trouve occulté. »

Autre constat des experts : contrairement à la France, le Québec ne souligne pas les dates charnières de son évolution historique. Pas de rue du 3-Juillet-1608 pour commémorer la fondation de la capitale, par exemple. « Et que dire de celles liées à l'histoire au féminin, renchérit Gabriel Martin. Une rue du 8-Mars, en rappel à la Journée internationale de la femme, ou un parc du 18-Avril-1940, date de l'adoption du droit de vote des femmes au Québec, serait fort à propos. »

Notre collection de noms de lieux montre également des lacunes d'une autre nature. « La toponymie doit dynamiser le lien géographique et historique entre l'humain et le lieu



↑ L'œuvre *Vent musical* est de Marthe MacLeod, une artiste de l'arrondissement de Beauport qui a été immortalisée par un nom de rue.

Source : Société d'art et d'histoire de Beauport

← L'appellation wendate de la rivière Saguenay, Kouate, figure à la banque interne de la Commission de toponymie. Peut-être sera-t-elle un jour officialisée...

Photo : Linda Turgeon

Si la Commission de toponymie du Québec gère 239 000 toponymes officiels, sa banque interne, elle, contient 400 000 noms potentiels.

dans lequel il vit, favoriser un sentiment d'appartenance. Au Québec, ce rapport est assez pauvre », déplore Rachel Bouvet. Chaque rue Principale possède un trait caractéristique que son nom devrait révéler. Un exemple de bonne pratique ? Un lac Vert parmi tous les autres, celui-là situé près de Saint-Jovite, dans le nord de Montréal, a été rebaptisé lac Marie-Le Franc en l'honneur d'une auteure qui s'est inspirée de la nature qui s'y trouve. « Quand le nom d'un lieu suscite un récit, le partage d'une expérience, bref, lorsqu'il devient vivant, les gens peuvent se l'approprier », signale la professeure.

Les lieux-dits jouent un rôle particulier à cet effet. Ces dénominations spontanées, utilisées par les populations locales, ont un lien significatif avec l'endroit qu'elles désignent. Sauf qu'elles ne sont pas officialisées en général. « Souvent, elles sont maintenues sur la base de l'oralité, précise M^{me} Bouvet. La culture autochtone est particulièrement concernée. Malheureusement, si aucun effort n'est fait pour colliger ces appellations, elles risquent fort de disparaître, entraînant avec elles une continuité entre le passé et le présent. »



Parmi les noms officialisés au cours des dernières années figure celui du lac de l'Alicotache. Ce lieu est bordé de sarracénies, une plante insectivore appelée *alikutash* dans la langue innue.

Photo : artistegggg, iStock

Commission importante

La question préoccupe la Commission de toponymie du Québec. Dans le but de favoriser la transmission de la grande et de la petite histoire, l'organisme invite les gens à lui soumettre des noms pour désigner les éléments géographiques naturels — les voies publiques, les parcs et les édifices relevant plutôt des autorités municipales. « Les citoyens souhaitent prendre possession de leur territoire. Le nombre de propositions à cet effet grandit », se réjouit le président de la Commission, Robert Vézina.

Si la Commission gère 239 000 toponymes officiels, sa banque interne, elle, contient 400 000 noms potentiels. Un processus méthodique en mènera une partie vers la légalisation, gage de pérennité. Quelques sélections des dernières années ? L'impasse du Grand-Désert, dans les Laurentides, nommée d'après une expression vieillie pour désigner un terrain défriché. Le Coin-Marouf, en Abitibi-Témiscamingue, à la mémoire de George BouMarouf, un commerçant d'origine syrienne. Également, le lac de l'Alicotache, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, entouré de plants de sarracénies, une plante aussi appelée alicotache (*alikutash* dans la langue innue).

À ce propos, la Commission entend promouvoir le patrimoine toponymique autochtone. Jusqu'à maintenant, elle a intégré 750 noms de lieux amérindiens et inuits traditionnels à sa banque interne, dont 500 dans la seule année de 2015. On y trouve l'appellation wendate de la rivière Saguenay, Kouate, qui se traduit par « multitude d'épinettes », et Namagok, le mot abénaquis pour désigner le lac Magog, qui signifie « à la truite saumonée ». Le taux de noms officiels hérités des Premières Nations a doublé entre 1969 et 2015, passant de 4,7 % à 9,4 %. Cependant, le rattrapage est loin d'être terminé.

À chaque époque son style

Bref, notre toponymie affiche un déséquilibre qu'il faut resoudre, insiste Gabriel Martin. « Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire, mais de lui rendre son dû. Il en va de notre devoir de mémoire. » Mais par où commencer ?

Au-delà des bonnes pratiques mentionnées, la première attitude à adopter est de ne pas juger trop sévèrement ce qui s'est fait précédemment, suggère Robert Vézina. « Avant qu'elle soit gérée par un organisme public, en 1912, la pratique était plutôt intuitive, explique-t-il. Par la suite, elle s'est faite en lien avec les valeurs de l'époque. Résultat : jusque dans les

années 1960, on note une présence marquée des figures religieuses et des professionnels de prestige, comme les hommes politiques ou d'affaires. À l'opposé, les communautés autochtones et les travailleurs traditionnels, tels que les menuisiers ou les infirmières, n'ont pas de représentants.»

D'autres facteurs sociologiques ont agi sur notre toponymie. Parfois au détriment de l'originalité. « Avec l'industrialisation, qui a engendré les quatre cinquièmes des artères asphaltées, le besoin de dénomination a explosé, poursuit Robert Vézina. Il a fallu réagir vite, d'où l'apparition des multiples rues de l'Église ou des rues numérotées. »

Le développement massif des banlieues a entraîné un phénomène semblable de thèmes répétitifs. À eux quatre, les érables, les pins, les mésanges et les bouleaux désignent plus de 1000 rues au Québec! « Mais l'utilisation poussée d'une même thématique peut aussi servir à enrichir notre vocabulaire, nuance le président de la Commission. Prenez la rue des Pékans, une espèce de martre. Elle fait partie d'un arrondissement de Charlesbourg qui correspond à un système odonymique d'animaux. »

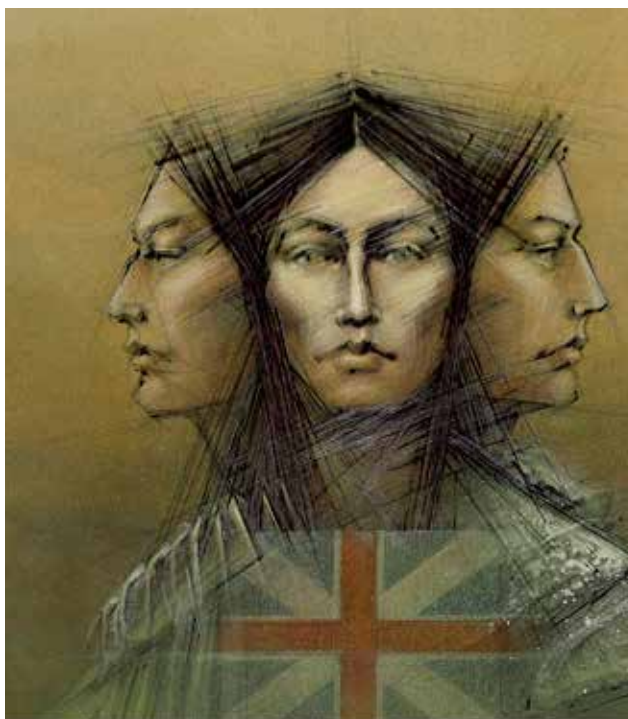
Rafistoler l'histoire

Autrement dit, les trous de mémoire de notre toponymie s'expliquent. « Les pratiques contemporaines rejoignent notre besoin de combler ces lacunes, observe Robert Vézina. On sent de la part des municipalités, en zone urbaine comme en région, une volonté de rétablir un équilibre dans leur toponymie locale. » Sans tourner le dos au passé, les noms de lieux doivent suivre l'évolution des valeurs.

L'initiative Toponym'Elles s'inscrit dans cette veine. Lancée en mars 2016 par la Ville de Montréal dans le cadre des célébrations de son 375^e anniversaire, elle vise la création d'une banque de 375 noms de personnalités féminines. Gabriel Martin, qui a agi à titre de consultant pour ce projet, a été emballé par la richesse des possibilités. « Il existe quantité de femmes qui ont marqué l'histoire et qui méritent la reconnaissance du public. Prenez Molly Brant, une Mohawk devenue loyaliste. Son autorité était reconnue tant par les Amérindiens que par les Blancs. Ou Octavia Grace Ritchie, l'une des premières femmes à obtenir un diplôme de médecine au Québec. » Le linguiste en est convaincu : on peut faire d'étonnantes découvertes dans chaque recoin du Québec.

Cependant, ces figures inconnues sont peu présentes dans la production écrite. Elles ont donc besoin de recherches pour refaire surface. « Une telle fouille permet à des éléments oubliés de ressortir, à des traces d'être récupérées, à la curiosité d'être éveillée, ce qui rencontre les objectifs de la toponymie, formule Rachel Bouvet. Si on l'enseignait dans les écoles, elle serait un outil d'apprentissage extraordinaire. »

La conjoncture semble favorable pour redonner à la toponymie ses lettres de noblesse. « Depuis une décennie, on sent une prise de conscience de sa valeur patrimoniale, affirme Robert Vézina. Les articles publiés sur le sujet sont à la hausse. Nous avons avantage à stimuler l'intérêt du public envers cet enjeu. »



Les femmes sont peu représentées dans la toponymie. Pourtant, quelqu'un comme Molly Brant, une Mohawk qui a su se faire respecter des Amérindiens et des Blancs, ne mériterait-elle pas une rue à son nom ?

Source : BAC, MIKAN 2265023, Société canadienne des postes, reproduit avec permission

Des idées porteuses émergent. Au printemps 2015, près de 1000 personnes ont participé au concours Une place à nommer, mené par la Commission de la capitale nationale du Québec. Le nouveau lieu public, qui devrait être inauguré au printemps prochain, s'appellera place des Canotiers en hommage à la tradition québécoise de la traversée du fleuve en canot.

L'atelier de géopolitique La traversée, dont Rachel Bouvet est l'une des responsables, organise pour sa part des parcours déambulatoires axés sur les noms de rue. « Il pourrait s'y greffer des démarches populaires pour nommer les ruelles, propose la professeure. N'oublions pas que la toponymie émane d'un acte culturel, poétique et artistique. Cet espace de liberté, il n'en tient qu'à nous d'en profiter! »

Bref, il faut voir la toponymie comme une plateforme privilégiée pour entrer en contact avec ses racines et les mettre en valeur. « Ce patrimoine est un trésor dont on n'a pas fini de découvrir les richesses, estime Robert Vézina. Il ne demande qu'à être exploité à sa pleine mesure. Un exercice qui ne sera jamais achevé, puisque l'histoire se poursuit. »

Dans son taxi, Richard Tremblay a bien compris le pouvoir évocateur des toponymes. Il ne se fait pas prier pour agrémenter son quotidien et celui de ses clients. « J'adore l'histoire et je suis bien mémère », blague-t-il. Avec ce matériau précieux comme source d'inspiration, le conteur en lui est servi. ♦

Brigitte Trudel est journaliste indépendante et nouvelliste de Québec.

LE VOYAGE ET L'ART, L'ART DE VOYAGER

Diplômée de l'Université de Montréal (musique) et Ph D en histoire de l'art (Paris),
FRANCINE SARRASIN dirige et anime, par ses conférences, les circuits culturels

LES BEAUX DÉTOURS.

Depuis 1987, une programmation cohérente propose des façons nouvelles
de regarder, d'écouter, de faire des liens et d'approfondir les connaissances.

La brochure Printemps 2017 est disponible.

www.lesbeauxdetours.com 514-352-3621

En collaboration avec Club Voyages Malavoy – Permis du Québec



*Les beaux
détours*
CIRCUITS
CULTURELS

Un lieu imprégné du
passage de nos ancêtres

BOUDREAU FORTIER HUOT
société d'architecture

810, Saint-Joseph Est Québec Québec Canada G1K 3C9
T. (418) 694. 6911 T. (418) 694. 0833 bfharchitectes.com



Morrin Centre et la Chaussée des Écossais

Patrimoine et territoire, une approche intégrée

Suivez une formation en patrimoine
bâti pour transformer le milieu
de manière harmonieuse, tout en
respectant l'identité des lieux.

Présentée par Action patrimoine

→ **Châteauguay, le 23 mars**
Maison LePailleur

→ **Victoriaville, le 6 avril**
Maison Fleury

Inscription et information
www.actionpatrimoine.ca
education@actionpatrimoine.ca
+1 418 647-4347, poste 207

Formation offerte sur demande
pour les groupes.

LES ÉDITIONS GID leseditionsgid.com • 418 877-3110



ISBN 978-2-89634-310-2 • 24,95 \$



ISBN 978-2-89634-309-6 • 32,95 \$



ISBN 978-2-89634-319-5 • 39,95 \$



ISBN 978-2-89634-318-8 • 49,95 \$

Sculpté dans le rêve



Les tables d'attente, vous connaissez ? Autrefois, des pierres massives étaient intégrées aux façades des beaux édifices pour être ensuite sculptées sur place. Certaines sont restées à l'état brut, témoignant des aléas de la construction.

ROBERT LE GRESLEY

À diverses époques, peu importe le style architectural en vogue, les bâtiments importants ont souvent comporté des ornements sculptés. Mascarons, chimères, armoiries, gargouilles ou simples motifs décoratifs agrémentaient leurs façades.

On s'étonne aujourd'hui de constater que ces personnages de pierre ou motifs ouvragés n'étaient généralement pas sculptés au préalable dans des ateliers d'artiste. La taille était le plus souvent exécutée au chantier même, sur des pierres déjà en place, incorporées à la maçonnerie de la façade. Ces blocs volumineux étaient appelés tables d'attente. À la fin du chantier ou de la construction de l'enveloppe du bâtiment, le sculpteur statuaire ou ornementaliste les transformait en ornements.

Il est surprenant que ces ouvrages d'art n'aient pas été produits bien à l'abri, dans un atelier confortable. Les échafaudages d'antan étaient précaires et les chantiers, dangereux. De plus, cette façon de faire ne

laissait aucune place à l'erreur, au coup de ciseau malheureux.

En observant bien, on peut repérer sur des constructions anciennes des pierres en saillie destinées à être sculptées, mais qui sont demeurées brutes. Il s'agit de tables d'attente abandonnées. Les exemples sont nombreux en Europe, entre autres sur les églises et cathédrales romanes et gothiques.

Elles attendent encore...

À Montréal, on peut voir quelques œuvres inachevées de ce genre, qui démontrent bien que le sculpteur travaillait *in situ*. Un choix d'autant plus étonnant que la saison favorable à un tel travail en plein air est particulièrement brève dans la métropole québécoise.

L'école Lajoie, donnant sur la rue du même nom à Outremont, comporte au haut de la façade principale deux imposants motifs ornementaux en pierre, insérés dans le parement de brique. Si le relief de droite est terminé, celui de gauche, qui aurait dû être

identique, n'a jamais été réalisé. D'autres petits motifs de guirlandes, sur cet immeuble, ont également été laissés en suspens. Restrictions budgétaires, sans doute.

À l'église Saint-Alphonse-d'Youville, boulevard Crémazie, des travaux ont été exécutés vers 1947 pour restaurer le clocher-tour touché par la foudre, en reprenant les quatre clochetons à son sommet. Des tables d'attente, au nombre de 32, ont alors été incorporées, qui devaient devenir autant de gargouilles. De fausses gargouilles, bien sûr, qui n'auraient pas servi à rediriger l'eau de pluie. Le sculpteur n'a cependant jamais été embauché.

On peut parfois se demander si c'est bien la peine qu'architectes et sculpteurs se donnent tant de mal pour séduire le passant. La

Sur la façade de l'école Lajoie à Outremont, on remarque un imposant ornement de pierre à droite et une table d'attente abandonnée à gauche; le contraste parle de lui-même.

Photos : Robert Le Gresley

À l'église Saint-Alphonse-d'Youville, 32 tables d'attente devaient devenir autant de gargouilles. Le sculpteur n'a cependant jamais été embauché.



Les pierres disposées autour des clochetons de l'église Saint-Alphonse-d'Youville attendent toujours d'être sculptées.



Même une construction néogothique élaborée comme le pavillon principal du campus Loyola de l'Université Concordia comporte plusieurs tables d'attente abandonnées, dont celle qu'on distingue ici sur sa façade.

façade de l'annexe du vieux palais de justice de Montréal, rue Notre-Dame, présente sur l'avancée de l'entrée principale d'imposantes tables d'attente qui détonnent par leur brutalité. Pourtant, personne ne s'étonne de voir, depuis 1894, ces masses nues sur une architecture pourtant très ouvragée.

On trouve aussi un nombre étonnant de tables d'attente sur le pavillon principal du campus Loyola de l'Université Concordia, rue Sherbrooke Ouest. Il s'agit pourtant d'une construction néogothique très élaborée et soignée.

La façade de l'immeuble qui loge aujourd'hui l'établissement anglophone Sacred Heart School of Montreal, sur l'avenue du Docteur-Penfield, est une symphonie architecturale inachevée.

Enfin, on trouve une autre œuvre laissée en plan à l'église Notre-Dame-de-Lourdes, rue de Verdun. Des pierres qui devaient composer

un cartouche ou des armoiries de taille imposante attendent le sculpteur depuis 1928.

Un hommage aux disparus

Les tables d'attente abandonnées ne sont pas toujours le résultat d'un manque de fonds à la fin du chantier. Pendant des siècles, les normes de sécurité et les équipements en usage dans le milieu de la construction n'étaient pas toujours de premier calibre.

Aussi, il pouvait arriver qu'un sculpteur de pierre se tue en tombant de son échafaudage précaire ou en recevant sur la tête une pierre échappée des niveaux supérieurs. Dans un tel cas, soit pour rendre un hommage posthume à la victime, soit par crainte du mauvais sort, l'œuvre à laquelle cet artiste travaillait demeurait alors dans l'état.

Si l'on ne connaît pas de telles pierres commémoratives à Montréal, on en trouve un exemple célèbre à la cathédrale de Washington, dont le chantier a duré de 1907

à 1987. Un artiste y est tombé de sa plateforme en 1955. Deux pinacles auxquels il travaillait sont depuis demeurés à l'état d'ébauche.

Les tables d'attente attirent rarement l'attention des photographes. Ces éléments anecdotiques et insolites de l'architecture ne sont jamais répertoriés ni documentés. Mais à l'occasion d'un voyage dans les vieux pays, ou même au Québec, il peut être intéressant de tenter d'en repérer sur les façades anciennes ou à l'intérieur des églises. L'exercice fournit un bon prétexte pour prendre le temps de bien regarder une architecture et ses ornements. En attendant, les curieux pourront visiter ma page Pinterest (pinterest.com/legresleyr, section Architecture inachevée). ♦

Robert Le Gresley est architecte à la retraite.



PATRIMOINE & ARCHITECTURE

- Évaluation patrimoniale
- Inventaire du patrimoine bâti
- Étude de caractérisation
- Guide d'intervention
- Circuit patrimonial



1365, rue Frontenac
Québec (Québec)
G1S 2S6

418.648.9090

www.patri-arch.com



CONSEIL DES
MÉTIER D'ART
DU QUÉBEC

LE RÉSEAU DES ARTISANS
PROFESSIONNELS EN
**ARCHITECTURE
ET PATRIMOINE**

Bureau de Québec : 418.694.0260 | Bureau de Montréal : 514.861.2787 | METIERSDART.CA



OCULUS
RÉVISION • RÉDACTION

Marie-Élaine Gadbois

Révisseuse agréée • Rédactrice spécialisée en patrimoine et en histoire

Le patrimoine conjugué à tous les temps!

www.oculusrevision.com • T 418 999-2404

L'imagerie au service de l'art

De nos jours, les restaurateurs recourent à des outils scientifiques pour examiner les peintures en profondeur. Ils font ainsi des découvertes qui guident leur travail et améliorent leur compréhension des œuvres traitées.

MICHAEL O'MALLEY

Depuis un siècle, le développement d'outils et de technologies de pointe a modifié la façon dont les laboratoires de restauration étudient et traitent les œuvres d'art. Ces nouvelles méthodes offrent de nombreux avantages. Entre autres, elles permettent d'examiner une pièce en profondeur, non seulement pour mieux guider la prise de décisions lors de l'intervention, mais aussi pour enrichir les connaissances sur notre patrimoine culturel.

Ces instruments peuvent aider à authentifier une œuvre ; à l'attribuer à un créateur en particulier ; à livrer de l'information supplémentaire sur ses matériaux ; à résoudre un problème lié à l'histoire de l'art ; ou encore, à parfaire le savoir sur les techniques d'exécution et les matériaux favorisés d'un artiste important.

Au Centre de conservation du Québec, de l'équipement spécialisé sert à l'examen des objets et des œuvres d'art. On y trouve un microscope binoculaire, une lampe à rayons ultraviolets, une caméra à rayons infrarouges ainsi qu'un appareil à rayons X. Grâce à ces technologies, les restaurateurs découvrent parfois des choses invisibles à l'œil nu, cachées

sous la surface des peintures. Or, trouver des éléments visibles et invisibles constitue la première étape de tout « dialogue » entre le restaurateur et l'objet à sa charge.

Agrandir pour mieux saisir

Le microscope binoculaire est un outil indispensable pour examiner les œuvres. Son pouvoir de résolution permet de grossir l'image et d'en inspecter les détails. Les restaurateurs peuvent ainsi mieux comprendre la nature de certaines modifications apportées à la peinture et différencier les couches superposées.

Par exemple, les personnages de certains tableaux religieux anciens montraient leur nudité d'une manière qui a par la suite été considérée comme une offense aux bonnes mœurs. Au fil du temps, ils ont donc été rhabillés plus modestement avec des touches de peinture réalisées par des « artistes restaurateurs » dans le but de ramener ces œuvres au goût du jour. Aujourd'hui, les restaurateurs préconisent généralement le retrait de ces « surpeints de pudeur » afin de mettre en valeur le travail original de l'artiste.

Ainsi, j'ai pu observer à l'aide d'un microscope binoculaire la surface de l'œuvre

Martyr de sainte Catherine d'Alexandrie, de François Chauveau (1613-1676). L'inspection a révélé que le voile blanc sur la poitrine de sainte Catherine était posé au-dessus du réseau de craquelures anciennes, indiquant par le fait même qu'il s'agissait d'un ajout tardif. Cette information a guidé le travail de restauration. Le voile a alors été retiré plutôt que retouché.

Spectre de possibilités

Les ondes électromagnétiques varient en longueur et en fréquence. Certaines sont perceptibles à l'œil, dont la lumière du jour, tandis que d'autres ne le sont pas, comme les ondes radio et les micro-ondes. On utilise trois types de rayonnement pour l'examen des œuvres d'art : les ultraviolets dans la gamme des ondes visibles et, dans celle des ondes invisibles, les rayons infrarouges ainsi que les rayons X. Chacun pénètre l'œuvre à une profondeur déterminée et livre sur cette dernière des informations différentes, mais complémentaires.

L'exposition d'une œuvre aux rayons lumineux provenant d'une lampe ultraviolette dévoile les composants qui se trouvent à sa surface. En effet, chaque matériau



Détail de *Martyr de sainte Catherine d'Alexandrie* de François Chauveau (coll. MCQ, P-2000-20). En observant cette œuvre au microscope binoculaire, on voit que le voile blanc recouvre des craquelures anciennes et, donc, qu'il s'agit d'un ajout tardif.

Photos : Michael O'Malley, CCQ

réagit différemment à cette lumière pourpre et émet donc une fluorescence d'une couleur propre à sa nature. Les rayons ultraviolets sont particulièrement utiles pour distinguer les vernis synthétiques des vernis traditionnels, à base de résines naturelles telles que le dammar ou le mastic. Ils permettent ainsi de repérer les retouches relativement récentes apportées à la surface de l'œuvre. Ces dernières absorbent les rayons ultraviolets et prennent l'apparence de taches pourpres. Un vernis oxydé, à base de résine naturelle, produit pour sa part une fluorescence jaune verdâtre. L'opacité et l'homogénéité de cette fluorescence nous indiquent également l'épaisseur du vernis et la manière dont il a été appliqué.

Depuis quelques décennies, il est possible d'aller plus en profondeur dans l'œuvre et de voir, grâce à la réflectographie infrarouge, des dessins préparatoires de l'artiste invisibles à l'œil nu. Les rayons infrarouges produisent de la chaleur qui est absorbée par le carbone présent sous forme d'encre ou de graphite en dessous des couches de peinture. Grâce à une caméra spécialisée munie de filtres, on peut ainsi déceler des changements à la composition apportés par le peintre lors de la période de création. Ces modifications peuvent aider à distinguer la peinture originale d'une copie réalisée plus tard par le même artiste et où on ne retrouvera pas les mêmes marques d'hésitation.

C'est le cas du tableau *Le Christ dictant la règle à saint François*, peint par le frère Luc (1614-1685) et conservé à l'église de



L'image de ce détail du *Christ dictant la règle à saint François* du frère Luc captée par caméra infrarouge (à droite) montre que l'artiste a fait plusieurs tentatives pour positionner les pieds de l'ange et les drapés. L'œuvre conservée à l'église de Saint-Antoine-de-Tilly est donc l'originale.

Photos : Michel Élie, CCQ

Saint-Antoine-de-Tilly. Il en existe deux versions non datées. L'une se trouve à Sézanne, en France, tandis que l'autre appartient à la fabrique de Saint-Antoine-de-Tilly, au Québec. L'examen de l'œuvre à l'aide des rayons infrarouges a permis de documenter les multiples tentatives de l'artiste pour positionner les pieds de l'ange ainsi que les drapés qui l'entourent.

Ces révélations suggèrent fortement que la version du tableau conservée au Québec est bel et bien la version initiale du peintre.

Enfin, les rayons X sont les ondes les plus longues et les plus pénétrantes de toutes celles qui servent à la restauration des œuvres d'art. Leur utilisation requiert une formation spécifique, des mesures de

Avec les rayons X, les découvertes les plus spectaculaires surviennent lorsque l'artiste a réemployé un canevas pour peindre une deuxième œuvre par-dessus la première.



La radiographie de cette œuvre anonyme de la collection du Musée de la civilisation montre deux compositions différentes superposées. À l'horizontale, on aperçoit des vaches au premier plan et un cavalier qui se dirige vers un château à l'arrière.

Photos : Michel Élie, CCQ

protection et des installations spécialisées. La radiographie livre un portrait de la densité relative des différents matériaux constitutifs d'une œuvre — le bois, le métal, la toile et les pigments présents dans la peinture absorbent ou laissent passer les rayons à différents degrés. Les pigments à base de métaux lourds, comme le blanc de plomb employé traditionnellement dans la peinture ancienne, bloquent la pénétration des rayons, ce qui crée des formes blanches visibles sur fond noir dans une radiographie.

Les découvertes les plus spectaculaires surviennent lorsque l'artiste a réemployé un canevas pour peindre une deuxième œuvre. Nous découvrons exceptionnellement, à l'aide des rayons X, le travail de faussaires qui ont peint leurs images sur de vieux tableaux

abîmés et craquelés. C'est le cas d'une œuvre anonyme appartenant au Musée de la civilisation. Cette peinture, vraisemblablement exécutée en Italie au XVII^e siècle, représente un bouquet de fleurs. Elle a été examinée par radiographie à la suite d'un constat : ses couleurs étaient étonnamment sensibles aux solvants doux habituellement employés pour le retrait du vernis.

La radiographie a révélé une scène pastorale sous-jacente, de format horizontal, qui représente des vaches au premier plan et un cavalier se dirigeant vers un château au loin. Elle a aussi éclairé les experts sur la structure de la composition florale qu'on voit aujourd'hui, de format vertical. Dans ce cas, les restaurateurs ont bien documenté l'anomalie, mais à la demande du client, ils ont conservé tel quel le bouquet de

fleurs ancien peint par-dessus une œuvre anonyme.

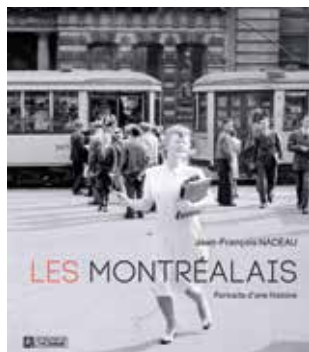
Bien que ces techniques ne soient pas employées systématiquement à l'atelier des peintures du Centre de conservation du Québec, leur utilisation ponctuelle permet de mieux visualiser, documenter et comprendre certaines œuvres à restaurer. ♦

Michael O'Malley est restaurateur de peintures au Centre de conservation du Québec.

Publications

HIVER 2017

LE VISAGE HUMAIN DE MONTRÉAL



Beau livre de grande qualité, *Les Montréalais. Portraits d'une histoire* de Jean-François Nadeau, directeur adjoint de l'information au *Devoir*, réunit des centaines de splendides images d'archives représentant les habitants de la métropole sur une période s'étalant des débuts de la photo au milieu des années 1970. À travers différents thèmes (la ville comme habitat, le travail, les

scènes culturelles, la rue, le transport, les Premières Nations, le boire et le manger, l'univers religieux, les sportifs, etc.), l'ouvrage brosse un portrait profondément humain de la ville au fil du temps. Les clichés, souvent inédits ou peu connus, bénéficient d'une présentation propre à les magnifier. Pour leur part, les textes rappellent le contexte historique et s'intéressent de manière plus approfondie à certaines figures marquantes.

→ *Les Éditions de l'Homme*, 2016, 352 pages, 125 \$

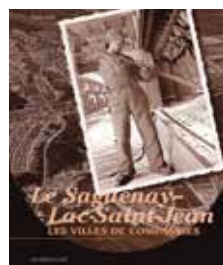
FINALE SPECTACULAIRE



Les Publications du Québec ont lancé cet automne le 25^e et dernier ouvrage de la collection « Aux limites de la mémoire », dont l'objectif est de mettre en valeur le patrimoine photographique québécois. Dans *En scène! 1865-1979*, Frédéric Kantorowski, qui a déjà enseigné le théâtre à l'Université du Québec à Montréal et à l'École nationale, lève le voile sur le monde

du spectacle. Près de 200 clichés d'artistes d'ici et d'ailleurs amènent le lecteur à revisiter plus de 100 ans de divertissement professionnel ou amateur, en ville ou en région. Tout y passe : le burlesque, le vaudeville, le théâtre de variétés, la musique, le cirque, les *pageants*, le cinéma... Et on y distingue des visages connus, comme ceux de Gilles Latulippe ou d'Alys Robi. Ainsi se dessinent les origines et les influences de la scène québécoise.

→ *Publications du Québec*, 2016, 208 pages, 32,95 \$



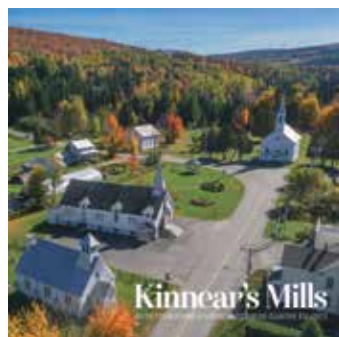
UN SIÈCLE EN IMAGES

La collection « 100 ans noir sur blanc » compte deux nouveaux ouvrages : *Rivière-à-Gagnon. Un saut dans le temps* d'Annette Debien Bertrand et Karine St-Germain, toutes deux originaires de l'endroit, et *Le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les villes de compagnies* de Dany Côté, qui a consacré son mémoire de maîtrise à ce sujet. Chacun réunit près de 180 photos d'archives datant de 1860 à 1960. Le premier nourrit la mémoire d'une petite municipalité aujourd'hui devenue Bellefeuille, un secteur de Saint-Jérôme, tandis que le second se consacre aux 11 villes de compagnies de la région des Bleuets, de Val-Jalbert (la plus ancienne) à Chute-des-Passes (la plus récente), en passant

par Péribonka, Kénogami, Port-Alfred, Arvida, Dolbeau et les autres.

→ *Les Éditions GID*, 2016, 208 pages, 34,95 \$

CHRONIQUE D'UN VILLAGE

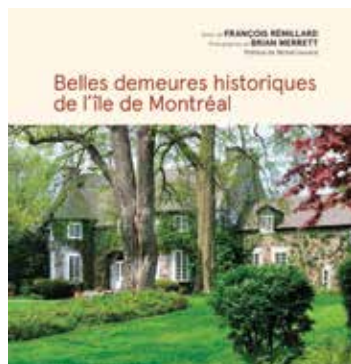


Le livret *Kinnear's Mills... au détour d'une rivière, autour de quatre églises* raconte les quelque 200 ans d'histoire de ce village construit par plusieurs communautés (méthodiste, catholique, unie et anglicane). Les paysages et les bâtiments de cet ancien centre économique d'importance y révèlent leurs secrets.

À ce propos, plutôt que de se contenter de la documentation existante, l'auteure Marie-Élaine Gadbois et son équipe ont cherché de nouvelles sources d'information. Résultat : la publication sort des sentiers battus en présentant des faits et des photographies moins connus. Offerte en français et en anglais, elle vise tant les résidents de l'endroit et des alentours que les touristes.

→ *Municipalité de Kinnear's Mills*, 2016, 40 pages, 10 \$ (en vente au bureau de la Municipalité)

INCURSION PRIVILÉGIÉE

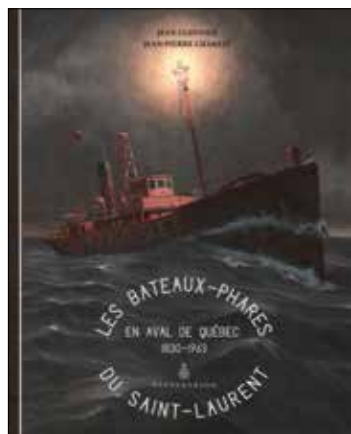


Publié à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal et du 150^e de la Confédération canadienne, *Belles demeures historiques de l'île de Montréal* de l'historien de l'art François Rémillard et du photographe Brian Merrett donne accès à 40 résidences de la métropole. En novembre dernier, l'auteur racontait à *La Presse* qu'il

a fallu beaucoup de persuasion pour convaincre des propriétaires de participer au projet. Parions que ceux qui ont accepté se réjouissent aujourd'hui de l'hommage que cet ouvrage rend à l'architecture d'exception et aux intérieurs bien conservés de leur demeure. Au gré de 250 photos prises pour l'occasion, le livre met en valeur l'intérêt formel de ces constructions, raconte leur histoire, brosse le portrait de ceux qui les ont habitées et explique comment on y vivait autrefois.

→ *Les Éditions de l'Homme*, 2016, 344 pages, 69,95 \$

DES PHARES MOBILES



Fruit de six ans de recherche, *Les bateaux-phares du Saint-Laurent. En aval de Québec, 1830-1963* de Jean Cloutier, pilote du Bas-Saint-Laurent, et Jean-Pierre Charest, consultant maritime à la retraite, nous fait découvrir un pan oublié de notre patrimoine maritime. Pendant 133 ans, ces navires avaient pour rôle de signaler par leur présence des pièges mortels pour la navigation. Parsemé

de centaines de photographies, de dessins et d'aquarelles, l'ouvrage raconte leur évolution, nous fait visiter bateaux et postes de mouillage depuis la Traverse-en-Haut jusqu'à la pointe est de l'île d'Anticosti, en plus d'évoquer la vie à bord grâce à des entretiens réalisés avec des marins qui ont vécu sur les *lightships*.

→ *Septentrion*, 2016, 400 pages, 49,95 \$

QUAND LES MONUMENTS PRENNENT LA POSE

Réalisé sous la direction de Nathalie St-Pierre (*Le carnet des escaliers de Québec*), professeure au Musée national des beaux-arts du Québec, *De bronze et d'histoire. Le carnet des monuments de Québec* réunit des œuvres de 11 artistes. Des cartes géographiques et des



textes descriptifs accompagnent ces dessins à l'encre et à l'aquarelle consacrés à plus de 125 bustes et sculptures inspirés de personnages marquants de la capitale. Pour mener à bien ce projet, qui a débuté il y a deux ans, les artistes ont participé à des

ateliers de dessin, dont l'un des objectifs était de bien rendre la couleur du bronze. Ce bel album est organisé par thèmes (le politique, le militaire, le religieux, les arts, l'entrepreneuriat, etc.). Une façon différente d'explorer l'art public de Québec.

→ *Les Éditions GID*, 2016, 192 pages, 39,95 \$

COUVERTURE À TOUTE ÉPREUVE



Un outil essentiel à la conservation des toits en bardeaux de bois et à la perpétuation des savoir-faire qui y sont liés vient de voir le jour. Après cinq années de recherche, d'écriture, de dessin et de discussion avec des artisans, des entrepreneurs, des architectes et des propriétaires de maisons anciennes, Patrick Quirion et Mireille Brulotte du

Centre de conservation du Québec signent *Toit. Bois. Bardeau.*, le premier guide québécois consacré à cette question. Au fil de plus de 250 dessins techniques, illustrations et photos, on décrit en détail la manière de construire une couverture en bardeaux de bois dans les règles de l'art et de maximiser la durée de vie de ce type de toiture.

→ *Publications du Québec*, 2016, 212 pages, 44,95 \$

HOMMAGE AU BOIS ROND



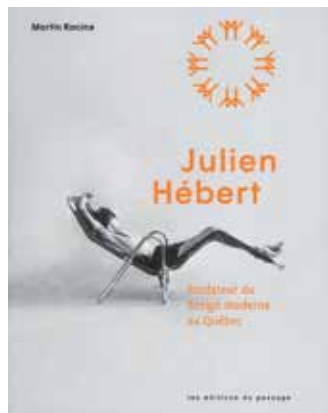
Le photographe Perry Mastrovito (*Maisons anciennes du Québec* et *Jardins privés du Québec*) vient de publier *Maisons en bois rond et pièce sur pièce du Québec*. Ce bel album bilingue réunit 375 superbes photos couleur qui témoignent du charme rustique de plus d'une trentaine de ces habitations construites entre 1800 et nos jours. On y présente

les résidences de l'extérieur avant d'en explorer les intérieurs rendus chaleureux par l'omniprésence du bois et de montrer les

trésors qui s'y trouvent, par exemple des escaliers, des meubles ou des accessoires façonnés par des artisans ou des ébénistes québécois, voire par les propriétaires eux-mêmes.

→ *Broquet*, 2016, 168 pages, 39,95 \$

LE PÈRE DU DESIGN QUÉBÉCOIS



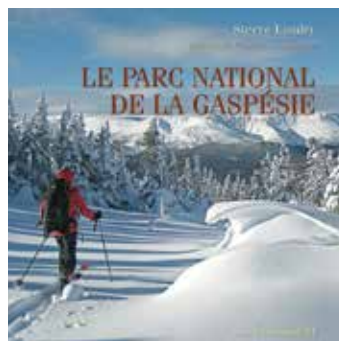
À temps pour le 50^e anniversaire d'Expo 67, Julien Hébert, fondateur du design moderne au Québec de Martin Racine se penche sur cet artiste à qui l'on doit notamment le symbole de l'événement. L'ouvrage retrace le parcours de ce pionnier, qui s'est démarqué dans plusieurs domaines : mobilier, aménagement de l'espace, design d'exposition et graphisme. Il s'attarde aussi sur ses idées et ses œuvres, dont plusieurs ont

connu la célébrité (comme sa chaise longue en aluminium) ou ont marqué l'espace public (comme les murales du métro Place-Saint-Henri et de la salle Wilfrid-Pelletier).

→ *Les éditions du Passage*, 2016, 256 pages, 34,95 \$

BEAUTÉ GRANDEUR NATURE

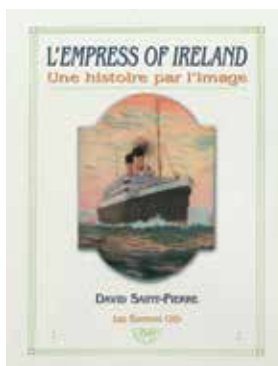
Dans *Le parc national de la Gaspésie*, l'animateur de radio Steeve Landry (*Cap-Chat, Gaspésie. Histoire et attraits touristiques*) dépeint ce majestueux territoire qui attire les amoureux du plein air en toute saison et abrite une nature exceptionnelle. Son ouvrage foisonnant de magnifiques photos présente les lieux et leur histoire avant de parler de l'hébergement, de la géologie du



massif gaspésien, de certaines rivières, de la faune et de la flore (notamment du caribou des bois), des randonnées alpines et du ski hors piste, de la sécurité en montagne, des traversées de la Gaspésie et des monts du parc.

→ *Les Éditions GID*, 2016, 180 pages, 39,95 \$

AU TEMPS DE L'EMPRESS OF IRELAND



L'Empress of Ireland. Une histoire par l'image de David Saint-Pierre aborde non seulement le terrible naufrage de 1914, mais également les huit années durant lesquelles le paquebot a navigué. Il nous renseigne sur le navire, son entretien, la vie à bord, etc. Et il nous rappelle l'impact que son passage et celui de son jumeau, l'*Empress of Britain*, avait sur les gens d'ici. Il s'agissait de véritables attractions.

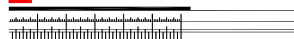
On se regroupait sur les quais le long du Saint-Laurent pour les admirer, et l'équipage entretenait des liens privilégiés avec la Vieille Capitale (par exemple, les marins jouaient au soccer contre des équipes locales et les comédiens se produisaient dans des théâtres de la ville).

→ *Les Éditions GID*, 2016, 168 pages, 34,95 \$

Restauration de l'église St-Augustin de Woburn



ateliers architecture



Bureau d'architectes
75, rue Wellington Nord, suite 400
Sherbrooke (Québec) J1H 5A9 (819) 791 5143 ateliersarchitecture.com



Transparence et information

Pour y voir plus clair

La chronique Point de mire reflète la position d'Action patrimoine dans certains dossiers chauds. Cet hiver, elle explore les enjeux associés à l'accès à l'information dans les processus de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti.

CHRISTOPHE-HUBERT JONCAS, ALEXANDRE PETITPAS, ÉMILIE VÉZINA-DORÉ

Ces derniers mois, Action patrimoine a recensé plusieurs dossiers patrimoniaux où l'accès à l'information posait problème. Une situation typique se répète : des groupes de citoyens inquiets du sort d'un bâtiment veulent établir sa valeur et en assurer la sauvegarde grâce à un argumentaire crédible, basé sur des faits. Ils désirent vérifier l'ampleur réelle des coûts de rénovation, alors que certains les exagèrent ou les décontextualisent pour justifier une démolition.

Le réflexe de ces groupes de citoyens est de chercher les études patrimoniales ou techniques associées à ces bâtiments. Voilà pourquoi l'accès à ces documents s'avère essentiel à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine bâti.

Le Web comme outil de première main

Internet est sans aucun doute la première porte d'accès à l'information. Parmi les plateformes existantes, le Répertoire du patrimoine culturel du Québec s'avère incontournable. Il regroupe des données tirées de nombreux inventaires du patrimoine bâti. De plus, certains sites Web de municipalités ou de municipalités régionales de comté (MRC) permettent d'accéder simplement à des documents de qualité. Par exemple, pour Montréal et Québec, une quantité importante d'information est disponible en ligne : énoncés d'intérêt patrimonial, base de données sur le patrimoine proposant la recherche par adresse ou par

arrondissement, et plus encore. Mais règle générale, seules les grandes villes ou les instances gouvernementales offrent de telles plateformes.

Bien souvent, les citoyens ignorent si une étude a déjà été réalisée sur le bâtiment qui les intéresse et partent eux-mêmes en quête d'information. Les mieux outillés connaissent les ressources existantes, comme la société d'histoire locale ou le centre d'archives régional. Ils disposent aussi de temps et des moyens nécessaires pour consulter les documents pertinents qui s'y trouvent. Ces contraintes font que, presque toujours, des professionnels finissent par faire ce genre de démarches.

Une autre option consiste à demander des documents aux instances susceptibles de détenir de l'information, comme la municipalité ou le ministère de la Culture et des Communications. Or, ces instances se réfèrent souvent à la Loi sur l'accès à l'information pour exiger qu'une demande formelle soit déposée au service du greffe.

La Loi sur l'accès à l'information

Malgré son titre et l'intention qui a mené à son adoption, la Loi sur l'accès à l'information peut représenter un obstacle à l'obtention de renseignements par le public. Si elle doit en principe assurer et encadrer la diffusion et l'accessibilité des documents, les procédures et les délais qu'elle impose peuvent dissuader les demandeurs. De plus, une demande est susceptible d'être

rejetée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, qui confère un pouvoir discrétionnaire aux municipalités.

Ainsi, selon les articles 37, 38 et 39 de cette loi, un organisme public peut refuser de communiquer une analyse, un avis ou une recommandation lorsqu'ils ont été faits depuis moins de 10 ans, quand aucune décision n'a encore été rendue publique ou lorsqu'un processus décisionnel est en cours.

Un tel refus pourrait par exemple viser une demande de consultation de documents relatifs à un bâtiment ou à un site patrimonial en instance de classement. En l'absence de décision, une période de cinq ans est prévue avant la diffusion de l'analyse.

Quelques exemples parmi d'autres

La maison Tourigny de Magog, dont la récente démolition a été contestée par un groupe de citoyens, est un cas où l'accès aux documents aurait pu jouer un rôle important dans le débat public. La Ville a acquis en 2003 un îlot comprenant deux bâtiments, dont la maison Tourigny, datant de la fin du XIX^e siècle. Le projet que la Ville comptait y concrétiser le sera finalement ailleurs. Le collectif Sauvons l'îlot Tourigny s'est formé quand un entrepreneur a acheté le terrain pour y construire des bureaux.

En 2009, la Ville a confié à une firme spécialisée la réalisation d'une étude sur les

coûts de restauration de la maison. Selon le *Mémoire pour une politique qui protège mieux la mémoire patrimoniale : le cas de la maison Tourigny de Magog* du collectif, l'étude aurait été menée à condition que les résultats demeurent confidentiels, une clause fréquente dans ce type de contrat professionnel. Ainsi, la Ville aurait refusé de la rendre publique malgré les demandes d'accès à l'information. Le collectif a finalement eu accès à un document technique dont les seules informations jugées utiles par les demandeurs avaient été caviardées : « Sans cette information, il devenait impossible de discuter avec la Ville de l'intérêt patrimonial de la maison et de son vaste terrain. »

La non-divulgaration des coûts de restauration de la maison, qui justifiaient en partie sa vente, a eu des répercussions directes sur l'avenir de ce bâtiment aujourd'hui démolì. La diffusion de cette étude aurait pu permettre aux citoyens d'évaluer la situation à partir d'une étude détaillée plutôt que de oui-dire.

Ce cas n'est pas unique. La Ville de Sainte-Thérèse était en possession d'études concernant des bâtiments (aujourd'hui démolis) situés sur un îlot visé par un projet commercial et résidentiel. Sans donner accès aux dites études, elle affirmait que les coûts de remise en état des deux bâtiments ancestraux étaient trop élevés. Des citoyens ont dénoncé cette situation, comme en témoigne un article du *Nord Info* du 7 avril 2016 : « M. Leclerc s'insurge en outre contre le fait que les résultats de l'étude d'évaluation patrimoniale commandée à la firme spécialisée Patri-Arch n'aient jamais été rendus publics. "Pourquoi la Ville refuse-t-elle de faire cet exercice de transparence? Quelles sont les conclusions de l'étude? Quel en a été le coût?", se questionne ce citoyen concerné. »

Dans ces deux cas, les villes avaient le droit, en vertu de l'article 37, de refuser de publier l'étude patrimoniale. Leur décision semble toutefois opposée à l'esprit de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, qui est de rendre les processus administratifs municipaux et gouvernementaux plus transparents. Dans un article relatif au droit d'accès à l'information environnementale publié dans *Liberté* (vol. 53, n° 4) en 2012, Jean Baril soulève que de nombreuses exceptions peuvent avoir des incidences sur ce



Ill. : Thaïla Khampo

principe : « En 1982, le Québec adopte sa Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, qui reconnaît comme principe général le droit à l'information des citoyens. Mais les nombreuses exceptions au principe de divulgation prévues par la Loi sur l'accès, particulièrement celles portant sur les renseignements pouvant avoir des incidences sur l'économie et celles sur les décisions administratives ou politiques, s'avèrent très négatives pour l'exercice du droit d'accès des citoyens à l'information environnementale. »

Il y a un parallèle à faire entre les enjeux environnementaux soulevés dans l'article et ceux associés à l'aménagement du territoire. Dans les deux situations, il apparaît que l'entité publique peut se trouver en conflit d'intérêts quant à la divulgation d'information : il est possible que le dévoilement d'une étude patrimoniale compromette un projet de développement

générateur de revenus fonciers intéressants pour la municipalité.

Les autres entraves possibles

Dans cette quête d'information des citoyens, d'autres difficultés peuvent surgir. D'abord, ne pas connaître au préalable l'existence d'un document représente un obstacle indéniable relativement au droit d'accès à l'information. En effet, une demande doit être assez précise pour permettre de repérer le document. Si demander des études associées par thème reste possible, l'obtention de l'information voulue dépendra de la formulation de la demande, qui n'est pas nécessairement adéquate. De plus, le caractère confidentiel de certains documents dignes d'intérêt complique considérablement l'accès à l'information.

Ensuite, il y a les délais associés aux demandes d'accès à l'information. En principe, pour répondre à une demande d'accès aux documents des organismes publics, le

LES AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Un autre constat associé à la diffusion d'information concernant le patrimoine touche les recommandations du Conseil du patrimoine culturel du Québec (CPCQ). On sait que cet organisme a pour objectif de conseiller le ministre de la Culture et des Communications en matière de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine culturel québécois. Jusqu'à récemment, la Loi sur les biens culturels de 1972 assurait que tout avis menant à une décision du ministre de classer un bien devait être déposé à l'Assemblée nationale (art. 29). Or, depuis l'adoption de la Loi sur le patrimoine culturel de 2012, plus rien n'oblige le gouvernement à déposer les avis du CPCQ qui, lui, les considère désormais comme confidentiels.

Aujourd'hui, il faut, pour consulter ces documents, transmettre une demande d'accès à l'information à la personne responsable au CPCQ. Quand ces demandes viennent de certains organismes publics (dont le ministre ou le ministère de la Culture et des Communications et Bibliothèque et Archives nationales du Québec), ces derniers demeurent propriétaires des avis ou autres documents produits par le CPCQ à leur intention. Cela a pour conséquence de faire relever les droits de diffusion et l'utilisation de cette information de la compétence de ces organismes, à qui il faut adresser directement toute demande d'accès aux documents.

responsable dispose d'au plus 20 jours civils. Ce délai peut être prolongé de 10 jours. Par ailleurs, si la demande vise un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical fourni par un tiers, le responsable de l'accès peut devoir demander à ce tiers s'il consent ou non à le communiquer, ce qui implique un délai supplémentaire.

Dans les cas qui nous préoccupent, les demandes se font majoritairement lorsqu'un site ou un bâtiment est menacé et qu'il y a urgence d'agir. La question des délais devient d'autant plus cruciale. Inutile de préciser que les procédures de demande d'accès ne sont pas liées à celles, par exemple, associées à la démolition d'un bâtiment. De plus, une ville qui suggère aux citoyens de faire une demande d'accès à l'information dans un contexte d'urgence peut ainsi poser un geste volontaire. Serait-il possible d'envisager la révision des processus pour

prévenir des abus? Et de mettre en place des procédures accélérées de traitement des demandes lorsque la situation est urgente?

L'importance de la diffusion en amont

Les exemples de Magog et de Sainte-Thérèse confirment qu'il est préférable de ne pas passer par la Loi sur l'accès à l'information. Bien que les municipalités et les instances gouvernementales puissent se prévaloir de cette loi, elles devraient plutôt transmettre l'information en amont. Cela favoriserait leur interaction avec les citoyens, nourrirait leurs réflexions sur leur patrimoine et assurerait qu'un accès à l'information soit possible en temps utile.

Nous constatons encore des freins importants à une diffusion grand public des études patrimoniales. Le plus connu relève de la question des droits d'auteur. La présence de photos dans les documents convoités par les citoyens empêche la dif-

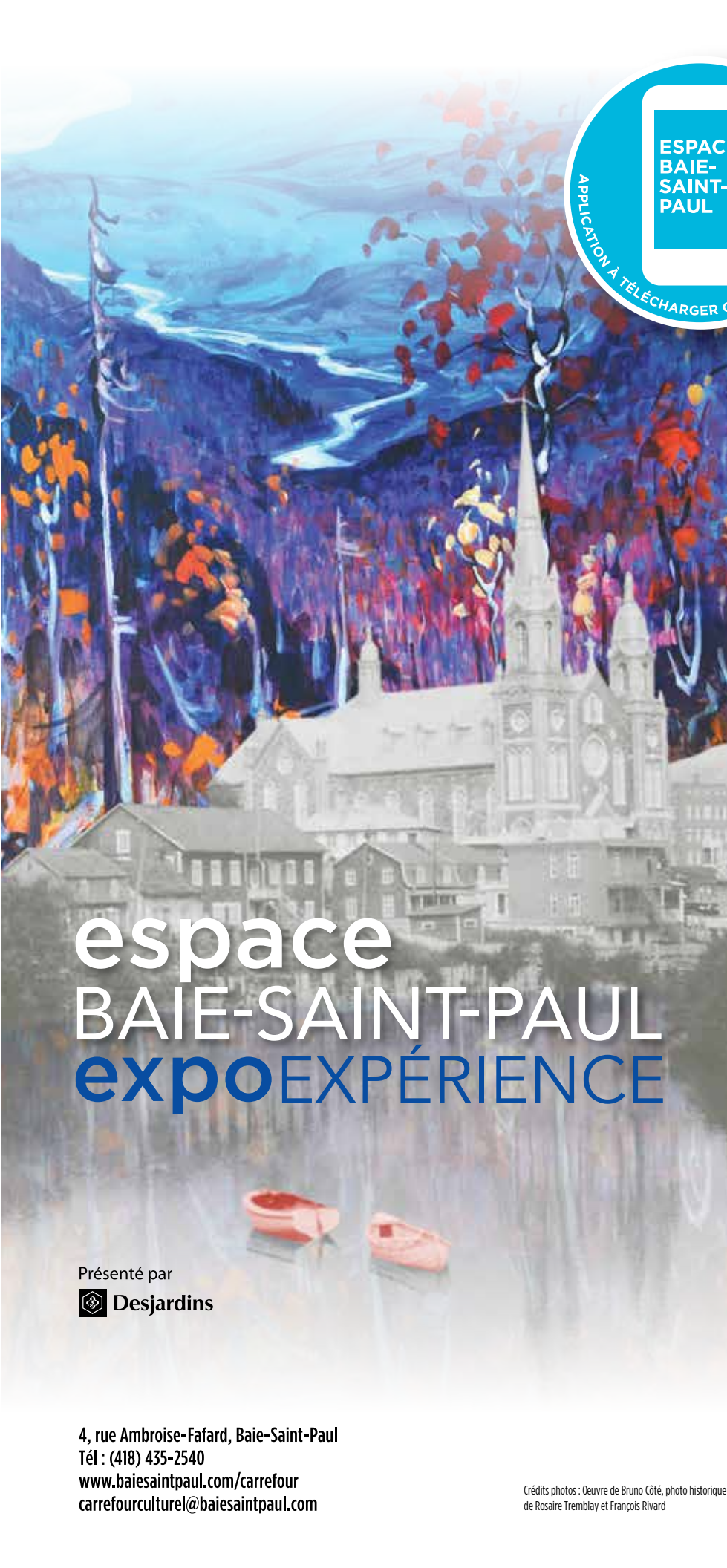
fusion publique d'études pourtant réalisées grâce à des fonds publics. Selon la Ville de Montréal, touchée par cet enjeu, l'une des solutions passerait par la signature d'ententes avec de grandes institutions régulièrement sollicitées pour leurs archives photographiques, comme Bibliothèque et Archives nationales du Québec. La volonté administrative réelle de régler cette question semble toutefois absente.

Nous considérons qu'il importe d'annoncer adéquatement une séance d'information, une consultation publique, un vote ou un référendum à propos d'un bâtiment ou d'un site visé. Il va sans dire qu'il faut également choisir le bon moment pour tenir la séance en question, et offrir une information vulgarisée pour le grand public. La révélation d'études est essentielle à un débat public sain. Il faut à tout prix briser la croyance selon laquelle une approche transparente ne fait que complexifier et retarder la prise de décision; au contraire, elle permet avant tout qu'une collectivité prenne les décisions les plus éclairées quant à l'aménagement de son territoire. C'est pourquoi des documents comme des études patrimoniales et des évaluations de coûts associés à la restauration et à la mise en valeur de lieux historiques devraient être facilement accessibles. En ce sens, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ne devrait-elle pas être mise à jour par le législateur afin de garantir aux citoyens un accès juste à toute information pertinente touchant le patrimoine et l'urbanisme? ♦

Christophe-Hubert Joncas, consultant en aménagement et patrimoine, est administrateur d'Action patrimoine, **Émilie Vézina-Doré** en est la directrice générale et **Alexandre Petitpas** y est agent Avis et prise de position.

ACTION PATRIMOINE

Action patrimoine est un OBNL qui agit à l'échelle nationale pour protéger et mettre en valeur le patrimoine québécois. Depuis 1975, l'organisme poursuit sans relâche une mission de sensibilisation, de diffusion de la connaissance et de prise de position publique pour la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.

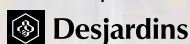


ESPACE
BAIE-
SAINT-
PAUL

APPLICATION À TÉLÉCHARGER GRATUITEMENT

espace BAIE-SAINT-PAUL expoEXPÉRIENCE

Présenté par



4, rue Ambroise-Fafard, Baie-Saint-Paul
Tél : (418) 435-2540
www.baiesaintpaul.com/carrefour
carrefourculturel@baiesaintpaul.com

Crédits photos : Oeuvre de Bruno Côté, photo historique
de Rosaire Tremblay et François Rivard



La première exposition permanente sur l'histoire, le patrimoine et le dynamisme culturel de Baie-Saint-Paul. Véritable lieu de découverte au cœur du centre-ville, Espace Baie-Saint-Paul vous convie à une visite du « paradis des artistes ». Le concept technologique vous permet de choisir les thèmes ou attraits que vous désirez explorer dans la salle interactive ou sur le terrain en parcourant la ville à l'aide des **CINQ CIRCUITS** qui vous sont proposés grâce à l'**application mobile à télécharger gratuitement**.

Un outil incontournable pour tout connaître de Baie-Saint-Paul !



HEURES D'OUVERTURE :

JANVIER À MAI

Du jeudi au dimanche de 10 h à 17 h

JUIN À LA FÊTE DE L'ACTION DE GRÂCES

Du mardi au dimanche de 10 h à 17 h

Ouvert également les lundis de juillet et août

DE L'ACTION DE GRÂCES À LA MI-DÉCEMBRE

Du jeudi au dimanche de 10 h à 17 h

DE LA MI-DÉCEMBRE À LA FIN DÉCEMBRE

Du mardi au dimanche de 10 h à 17 h

Fermé les 24, 25, 26, 31 décembre et 1^{er} et 2 janvier

Ouvert les lundis fériés



G & M BOURGUET

ANTIQUITÉS QUÉBÉCOISES

Rare inventaire de meubles québécois du XVIII^e et XIX^e siècle



Rare petite commode de maitrise québécoise en pin avec sa couleur d'origine. Seconde moitié du XVIII^e. Provenance Québec



Tête d'ange québécoise en bois de pin polychrome et doré. Fin du XVIII^e siècle. Provenance Montréal



Superbe petit banc à sots québécois avec très belles découpes latérales. Couleur d'origine bleu gris

**G & M
BOURGUET ANTIQUAIRE INC.**

**103, rue Saint-Pierre
Québec, Québec G1K 4A3
418 694-0896**

Membre de l'Association
canadienne des antiquaires